

A woman with long brown hair, wearing a light blue surgical mask and a blue vest over a light blue and white striped shirt, is smiling slightly. She is holding a large basket of fresh green herbs. An ID badge is visible on her vest, with the name 'Raphaëlle' and 'Ambiance Mar' partially visible. The background is a blurred indoor setting, likely a market or grocery store.

MOBILISÉS
POUR **VOUS**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
2021







Sommaire

Rapport d'activité au 30 juin 2021	page 04
Comptes consolidés résumés au 30 juin 2021	page 22
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	page 63
Attestation des personnes responsables	page 65



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés	page 05
1.1. Principaux agrégats du compte de résultat	
1.2. Analyse des principaux postes du compte de résultat	
2. Situation financière et Trésorerie du Groupe	page 12
2.1. Capitaux propres	
2.2. Endettement financier net	
2.3. Tableau de flux de trésorerie	
2.4. Financement et ressources de liquidité	
2.5. Restriction à l'utilisation des capitaux	
2.6. Sources de financement attendues	
3. Perspectives	page 15
4. Autres informations	page 16
4.1. Principes comptables	
4.2. Faits marquants de la période	
4.3. Retraitement des états financiers consolidés du premier semestre 2020	
4.4. Principales transactions avec les parties liées	
4.5. Événements post-clôture	
4.6. Facteurs de risque	



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

1.1 Principaux agrégats du compte de résultat

Les états financiers consolidés du premier semestre 2020 ont été retraités (« 1er semestre 2020 retraité ») de la décision de l'IFRS IC publiée en décembre 2019 relative aux durées des contrats de location entrant dans le champ de la norme IFRS 16 (cf. note 4 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi, les dispositions de la norme IAS 29 - *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 : la période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
Chiffre d'affaires hors taxes	34 462	34 265	0,6%	5,1%
Marge des activités courantes	7 365	7 458	(1,2)%	3,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>21,4%</i>	<i>21,8%</i>		
Frais généraux et amortissements	(6 625)	(6 732)	(1,6)%	2,5%
Résultat opérationnel courant	740	726	1,9%	11,2%
<i>Résultat opérationnel courant avant amortissements (ROFDA)</i>	<i>1 873</i>	<i>1 886</i>	<i>(0,7)%</i>	<i>4,4%</i>
Résultat opérationnel courant après quote-part dans les résultats MEQ	730	724	0,8%	10,0%
Produits et charges non courants	(41)	(239)	(82,7)%	(88,5)%
Résultat financier	(132)	(185)	(28,5)%	(25,0)%
Impôt sur les résultats	(187)	(237)	(20,9)%	(8,3)%
Résultat net des activités poursuivies - Part du Groupe	275	(28)	1069,2%	1167,1%
Résultat net des activités abandonnées - Part du Groupe	23	3	676,7%	676,7%
Résultat net - Part du Groupe	298	(25)	1269,2%	1378,3%
Cash-flow libre ⁽¹⁾	(1 398)	(1 595)		
Cash-flow libre net ⁽²⁾	(1 990)	(2 193)		
Dettes nettes au 30 juin ⁽³⁾	5 525	5 218		

(1) Le cash-flow libre est le solde net de l'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et intérêts nets relatifs aux contrats de location, de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements opérationnels.

(2) Le cash-flow libre net correspond au cash-flow libre après coût de l'endettement financier net et paiements localisés nets.

(3) La dette nette n'inclut pas les passifs et actifs relatifs aux contrats de location (cf. note 2.2).

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 2021 s'élève à 34,5 milliards d'euros, soit une hausse de 5,1% à taux de change constants.

Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROFDA) du Groupe atteint 1 873 millions d'euros, en amélioration de 4,4% à taux de changes constants.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 740 millions d'euros, en hausse de 11,2% à taux de change constants.

Le résultat non courant est une charge nette de (41) millions d'euros, en amélioration de 198 millions d'euros par rapport au 30 juin 2020 retraité, notamment liée au résultat de cession d'actifs supérieur à l'année précédente, avec en premier lieu la plus-value générée lors de la cession de 60% de Market Pay en France.

La charge financière nette s'établit à (132) millions d'euros, en amélioration de 53 millions d'euros par rapport à l'année précédente, notamment grâce à l'amélioration du coût de l'endettement financier net et à un impact positif plus élevé de l'hyperinflation en Argentine en application d'IAS 29.

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (187) millions d'euros au premier semestre 2021, soit un taux effectif d'impôt de 34% (contre (237) millions d'euros au premier semestre 2020 retraité correspondant à un taux effectif d'impôt de 79%). La baisse de ce taux reflète d'une part, la



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

diminution de moitié du taux de CVAE en France à partir de 2021, et d'autre part, le taux d'imposition appliqué aux plus-values liées à la cession de Market Pay en France et à l'échange d'actifs de Pinheiros au Brésil (cf. partie 4.2.3). Par ailleurs, cette baisse a été partiellement minorée par la hausse du taux d'imposition applicable en Argentine à partir de cette année, soit 35% contre 30% auparavant.

Le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, ressort à 275 millions d'euros en amélioration de 304 millions d'euros en comparaison du résultat du premier semestre 2020 retraité.

Le résultat net, part du Groupe, est un bénéfice de 298 millions d'euros, à comparer à une perte de (25) millions d'euros au premier semestre 2020 retraité.

Le cash-flow libre s'élève à (1 398) millions d'euros contre (1 595) millions d'euros au premier semestre 2020. Le cash-flow libre net s'élève à (1 990) millions d'euros contre (2 193) millions d'euros au premier semestre 2020.

1.2 Analyse des principaux postes du compte de résultat

Les secteurs opérationnels correspondent aux pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, regroupés en zones géographiques, auxquelles s'ajoutent les « fonctions globales » qui regroupent les holdings et autres sociétés hébergeant des activités de support administratif, financier et commercial.

Chiffre d'affaires HT par zone géographique

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
France	16 889	16 357	3,2%	3,2%
Europe (hors France)	10 158	10 246	(0,9)%	(0,4)%
Amérique latine	6 208	6 569	(5,5)%	17,0%
Asie (Taïwan)	1 208	1 092	10,6%	13,2%
Total	34 462	34 265	0,6%	5,1%

Le Groupe Carrefour a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 34,5 milliards d'euros, en hausse de +5,1% à taux de change constants et +5,0% retraité de l'application de la norme IAS 29 (cf. supra).

- En France, le chiffre d'affaires est en hausse de +3,2%, avec une croissance de +4,1% en comparable¹ par rapport au premier semestre 2020. Cette croissance est soutenue par les hypermarchés (+3,3% LFL au premier trimestre et +4,3% au second trimestre) qui affichent une croissance solide avec des gains de parts de marché et par les supermarchés (+7,0% LFL au premier et au second trimestres) qui poursuivent leur très bonne dynamique et continuent de surperformer significativement leur circuit de référence.
- En Europe (hors France), le chiffre d'affaires baisse légèrement de -0,4% à changes constants au premier semestre 2021 et de -1,7% en comparable par rapport au premier semestre 2020. Les tendances varient sensiblement d'un pays à l'autre compte tenu de bases de comparaison très différentes. L'Espagne a affiché une solide dynamique au premier trimestre 2021 (+1,7% LFL) et a continué de surperformer le marché au deuxième trimestre (-2,8% LFL). La Belgique a poursuivi ses gains de parts de marché au premier trimestre (+2,9% LFL), avec une baisse du chiffre d'affaires au second trimestre (-6,7% LFL) par rapport au niveau exceptionnellement élevé de 2020. Sur une base de comparaison de deux ans, ces deux pays ont connu une solide croissance. En Italie, les

¹ La croissance à magasins comparables (« LFL ») est composée des ventes générées par les magasins ouverts depuis au moins 12 mois, fermetures temporaires exclues. Elle s'entend à changes constants, hors essence et hors effet calendaire, et hors impact IAS 29.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

ventes ont diminué de -11,3% en comparable au premier trimestre, ayant été pénalisées par les mesures sanitaires (restrictions de circulation, fermeture des galeries marchandes, etc.) ; toutefois, la performance relative (-3,2% LFL) s'améliore nettement au second trimestre 2021 grâce notamment à la levée des restrictions. En Europe de l'Est, au premier trimestre 2021, le Groupe a été pénalisé par son exposition aux magasins situés dans les centres commerciaux temporairement fermés (-2,3% LFL en Pologne et -1,8% LFL en Roumanie); au second trimestre 2021, le Groupe a en revanche bénéficié de la levée progressive des restrictions sanitaires, en particulier de la réouverture des centres commerciaux en mai avec +7,1% en comparable en Pologne et +8,4% en comparable en Roumanie.

- En Amérique latine, les ventes sont en croissance de +17,0% à changes constants et de +13,2% en comparable, reflétant une performance soutenue dans un contexte sanitaire dégradé au Brésil et en Argentine. L'effet de change est toutefois défavorable à hauteur de (19,2)%. Au Brésil, la bonne performance du premier trimestre (+11,6% LFL) a été réalisée avec un gain de parts de marché dans un contexte défavorable marqué par l'annulation des festivités du carnaval, une décélération de l'inflation alimentaire et l'instauration de nouvelles mesures restrictives en mars pour lutter contre la pandémie ; au second trimestre, le ralentissement séquentiel de la croissance comparable (+3,4% LFL) reflète une base de comparaison élevée et la dégradation de la situation économique et sanitaire impactant le pouvoir d'achat. En Argentine, Carrefour a continué de gagner des parts de marché sur le premier semestre 2021 avec des volumes en hausse (+32,9% LFL au premier trimestre et +45,1% LFL au second trimestre), dans un marché en baisse marqué par une inflation toujours élevée.
- A Taiwan (Asie), les ventes progressent de +13,2% à changes constants, grâce notamment à l'intégration des magasins de proximité Wellcome ; les magasins convertis à l'enseigne Carrefour ce semestre affichent une forte surperformance. Les ventes en comparable affichent un recul de -4,1% s'expliquant par l'incidence de la baisse de la fréquentation, notamment en hypermarchés, suite aux mesures de restriction mises en place au second trimestre dans le pays pour faire face à la nette augmentation des cas de Covid-19.

Chiffre d'affaires HT par zone géographique – contribution au total du Groupe

(en %)	1er semestre 2021 ⁽¹⁾	1er semestre 2020
France	46,9%	47,7%
Europe (hors France)	28,3%	29,9%
Amérique latine	21,3%	19,2%
Asie (Taiwan)	3,4%	3,2%
Total	100%	100%

⁽¹⁾ à taux de change constants

A taux de change constants, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'international continue à progresser pour s'établir à 53,1%, à comparer à 52,3% au premier semestre 2020.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Résultat opérationnel courant par zone géographique

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
France	187	129	45,1%	45,1%
Europe (hors France)	225	200	12,7%	13,0%
Amérique latine	309	377	(18,1)%	(0,8)%
Asie (Taïwan)	47	49	(4,3)%	(2,0)%
Fonctions globales	(28)	(28)	1,6%	4,2%
Total	740	726	1,9%	11,2%

Au 30 juin 2021, le résultat opérationnel courant s'établit à 740 millions d'euros, en hausse de 14 millions d'euros (+11,2% à taux de change constants).

Le résultat opérationnel courant de la France du premier semestre 2021 s'établit à 187 millions d'euros, en forte hausse de +45,1% par rapport au premier semestre 2020 retraité. La marge opérationnelle progresse de +32 pbs à 1,1%. Cette évolution reflète l'excellente dynamique des activités de distribution, combinée à la poursuite de la baisse des coûts.

Le résultat opérationnel courant de la zone Europe (hors France) atteint 225 millions d'euros, contre 200 millions d'euros au 30 juin 2020 retraité, soit une hausse de +13,0% à changes constants. La marge opérationnelle s'améliore de +27 pbs à 2,2% (à taux de change courants), tirée notamment par l'Espagne.

Le résultat opérationnel courant de l'Amérique latine, s'élevant à 309 millions d'euros, est quasi-stable (-0,8%) à taux de change constants. La marge opérationnelle est en recul de -76 pbs à 5,0% (à taux de change courants). Au Brésil, dans un environnement économique et sanitaire dégradé, le résultat opérationnel courant est en recul de (20) millions d'euros à taux de change constants. En Argentine, le résultat opérationnel courant continue de s'améliorer sensiblement grâce à l'excellente dynamique commerciale et l'attention permanente portée aux coûts.

A Taïwan (Asie), le résultat opérationnel courant est en recul de (2,0)% à taux de change constants et s'établit à 47 millions d'euros au premier semestre 2021, avec une marge opérationnelle en recul de -60 pbs à 3,9% contre 4,5% au premier semestre 2020 retraité.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations et immeubles de placement se sont élevés à (633) millions d'euros au premier semestre 2021 contre (675) millions d'euros au premier semestre 2020.

Les amortissements des droits d'utilisation IFRS 16 des immobilisations corporelles et immeubles de placement se sont élevés à (369) millions d'euros au premier semestre 2021 contre (357) millions d'euros au premier semestre 2020 retraité.

En prenant en compte les amortissements des immobilisations logistiques et des droits d'utilisation IFRS 16 des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à (1 133) millions d'euros au 30 juin 2021 (contre (1 160) millions d'euros au 30 juin 2020 retraité).

Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence

La quote-part revenant au Groupe dans le résultat net des entités mises en équivalence est une perte de (10) millions d'euros, contre une perte de (2) millions d'euros au premier semestre 2020.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que des dépréciations d'actifs non courants, les résultats de cession d'actifs non courants, des coûts de restructuration et des charges liées à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de la période.

Le résultat non courant du premier semestre 2021 est une charge nette de (41) millions d'euros et se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité
Résultat de cession d'actifs	248	(31)
Coûts de réorganisation	(260)	(42)
Autres produits et charges non courants	4	(106)
Résultat non courant avant dépréciations et pertes sur actifs	(9)	(180)
Dépréciations et pertes sur actifs	(33)	(59)
<i>dont dépréciations et pertes sur goodwill</i>	-	-
<i>dont dépréciations et pertes sur actifs corporels et incorporels et autres</i>	(33)	(59)
Produits et charges non courants	(41)	(239)
<i>Dont :</i>		
<i>total des produits non courants</i>	405	86
<i>total des charges non courantes</i>	(446)	(325)

Le résultat de cession d'actifs correspond essentiellement à la plus-value générée lors de la perte de contrôle de Market Pay en France pour 230 millions d'euros environ, net de frais (cf. note 3.3 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).

Les coûts de réorganisation comptabilisés sur le premier semestre 2021 découlent de la poursuite des objectifs d'amélioration de la performance opérationnelle et d'efficacité organisationnelle. La charge comptabilisée en résultat non courant correspond principalement aux indemnités payées ou à payer dans le cadre du plan de transformation concernant les Sièges en France (cf. note 3.2 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2021 s'expliquent principalement par les éléments suivants au Brésil :

- L'impact de l'opération immobilière Pinheiros générant un produit de 81 millions d'euros à l'issue d'un échange d'actifs dans la ville de São Paulo (cf. note 3.3 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021) ;
- Des reprises de provisions, nettes de coût, sur des crédits ICMS liés aux transferts entre états sur les « produits de base », ont été enregistrées à hauteur de 23 millions d'euros environ suite à prescription ou apport à des programmes d'amnisties lancés par certains états brésiliens (cf. note 6.3 des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2020) ;
- Suite au décès de M. Silveira Freitas, des engagements ont été souscrits par Carrefour Brésil vis-à-vis des autorités publiques et associations dans le cadre du protocole transactionnel (« *Termo de ajustamento de Conduta* ») régularisé le 11 juin 2021 et ont conduit à comptabiliser des provisions pour (17) millions d'euros (cf. notes 11.1 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 et 11.3 des comptes consolidés au 31 décembre 2020).

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2021 comprennent également des réestimations de risques d'origine ancienne en Espagne, ainsi que les impacts liés à la décision prise en mai 2021 d'arrêter l'activité de Carrefour Banque en Italie (cf. note 3.3 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2021 comprennent diverses sorties d'actifs immobilisés, notamment liés à l'informatique en France pour (23) millions d'euros.

Rappel des principaux éléments comptabilisés au premier semestre 2020

Le résultat de cession d'actifs comprenait la moins-value comptabilisée lors de la cession de la société Rue du Commerce effectuée le 30 avril 2020.

Les coûts encourus en lien avec la crise sanitaire Covid-19 étaient comptabilisés dans le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020, qu'il s'agisse de coûts nécessaires pour la logistique ou pour la distribution des produits en magasin ou au domicile des clients, et y compris les coûts relatifs à la protection sanitaire des salariés, des clients et des prestataires.

En conformité avec nos principes comptables, appliqués de manière constante, étaient présentés en charges non courantes les primes exceptionnelles et avantages assimilés pour un montant total de (128) millions d'euros. En effet, ces primes n'ont pas rémunéré l'activité des salariés en tant que telle. Elles relèvent d'une action de responsabilité sociétale et sont assorties d'avantages fiscaux et sociaux. Elles sont venues en complément des éléments de rémunération fixe et variable habituels (au titre du paiement d'heures supplémentaires, de primes diverses, de la participation...) des salariés concernés, sans s'y substituer.

Les dépréciations et pertes sur actifs concernaient notamment la dépréciation des actifs immobilisés chez Carrefour Banque suite à la décision prise par son Conseil d'Administration d'arrêter l'activité C-zam ainsi que la dépréciation de certains magasins Promocash en France.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'établit à 689 millions d'euros au 30 juin 2021, à comparer à 485 millions d'euros au 30 juin 2020 retraité.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de (132) millions d'euros au 30 juin 2021, soit (0,4)% du chiffre d'affaires au premier semestre 2021 (contre (0,5)% au premier semestre 2020 retraité).

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité
Coût de l'endettement financier net	(80)	(91)
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(52)	(59)
Autres produits et charges financiers	(1)	(34)
Total	(132)	(185)

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (80) millions d'euros, en amélioration de 12 millions d'euros par rapport au premier semestre 2020 retraité.

Depuis 2019, en application de la norme IFRS 16, le résultat financier intègre également les charges d'intérêt relatives aux contrats de location ainsi que les produits d'intérêt relatifs aux contrats de sous-location financière.

Les autres produits et charges financiers correspondent pour l'essentiel à des charges relatives à la constatation d'intérêts de retard sur certains passifs, aux taxes sur les transactions financières et aux impacts de l'hyperinflation en Argentine.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (187) millions d'euros au premier semestre 2021, soit un taux effectif d'impôt de 34% (contre (237) millions d'euros au premier semestre 2020 retraité correspondant à un taux effectif d'impôt de 79%). La baisse de ce taux reflète d'une part, la diminution de moitié du taux de CVAE en France à partir de 2021, et d'autre part, le taux d'imposition appliqué aux plus-values liées à la cession de 60% de Market Pay en France et à l'échange d'actifs de Pinheiros au Brésil (cf. partie 4.2.3). Par ailleurs, cette baisse a été partiellement minorée par la hausse du taux d'imposition applicable en Argentine à partir de cette année, soit 35% contre 30% auparavant.

Participations ne donnant pas le contrôle

La part de résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevée à 94 millions d'euros au premier semestre 2021, contre 92 millions d'euros au premier semestre 2020 retraité.

Résultat net des activités poursuivies – Part du Groupe

En conséquence des éléments décrits ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, s'établit à 275 millions d'euros au 30 juin 2021 contre une perte de (28) millions d'euros au premier semestre 2020 retraité.



2. Situation financière et Trésorerie du Groupe

2.1 Capitaux propres

Les capitaux propres s'élevèrent à 11 063 millions d'euros au 30 juin 2021, à comparer à 11 297 millions d'euros à la fin de l'année précédente, soit une diminution de (234) millions d'euros.

Cette baisse s'explique principalement par les mouvements suivants :

- le résultat net de la période, soit 392 millions d'euros ;
- les autres éléments du résultat global, à hauteur de 329 millions d'euros, qui reflètent d'une part la légère appréciation du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2020, et d'autre part, en autres réserves et résultats, la réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies suite à la hausse au 30 juin 2021 des taux d'actualisation de la zone Euro ;
- les dividendes pour un montant total de (466) millions d'euros, dont (383) millions d'euros aux actionnaires de Carrefour SA (versés intégralement en numéraire au cours du premier semestre) et (83) millions d'euros aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, concernant principalement les filiales espagnoles et brésiliennes ;
- le programme de rachat d'actions d'un montant maximum de 500 millions d'euros (hors frais liés).

2.2 Endettement financier net

L'endettement financier net du Groupe est passé de 2 616 millions d'euros au 31 décembre 2020 à 5 525 millions d'euros au 30 juin 2021. La variation de la dette nette entre le 31 décembre et le 30 juin s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.

La dette nette du Groupe s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>		30/06/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires		6 011	6 822
Autres emprunts et dettes financières		442	503
Billets de Trésorerie		625	-
Total des dettes financières hors dérivés passifs		7 078	7 324
Dérivés passifs		106	64
Total des dettes	[1]	7 184	7 389
<i>dont dettes à plus d'un an</i>		6 146	6 305
<i>dont dettes à moins d'un an</i>		1 038	1 084
Autres actifs financiers courants ⁽¹⁾		365	334
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 294	4 439
Total des placements	[2]	1 659	4 773
Dette nette	[1] - [2]	5 525	2 616

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an (cf. note 13.2.5 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).



2. Situation financière et Trésorerie du Groupe

Les dettes financières du Groupe (hors dérivés passifs) ont des échéances réparties dans le temps (jusqu'en 2027 pour la tranche obligataire à échéance la plus longue) et présentent ainsi un profil de remboursement équilibré sur les années à venir :

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
A moins d'un an	932	1 019
Entre 1 et 2 ans	2 150	1 216
Entre 2 et 5 ans	2 495	3 047
Au-delà de 5 ans	1 502	2 042
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	7 078	7 324

La trésorerie disponible pour le Groupe s'établit à 1 294 millions d'euros au 30 juin 2021, à comparer à 4 439 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit une baisse de (3 145) millions d'euros.

2.3 Tableau de flux de trésorerie

L'endettement net augmente de (2 909) millions d'euros au premier semestre 2021, à comparer à une augmentation de (2 603) millions d'euros au premier semestre 2020. Cette variation s'analyse comme suit à partir du tableau de flux de trésorerie simplifié du Groupe pour la période :

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Variation
Dettes nettes d'ouverture	(2 616)	(2 615)	(1)
Autofinancement	1 566	1 233	333
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 138)	(2 064)	(74)
Variation des encours sur crédit à la consommation	(103)	(38)	(65)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(675)	(869)	194
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽¹⁾	(539)	(449)	(89)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles - liées à l'activité	35	53	(18)
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations	(219)	(329)	110
Cash-flow libre	(1 398)	(1 595)	197
Paiements locatifs (dont intérêts) nets des paiements reçus de la sous-location financière	(513)	(507)	(6)
Coût de l'endettement financier net	(80)	(91)	12
Cash-flow libre net	(1 990)	(2 193)	203
Investissements financiers	(248)	(122)	(126)
Cessions de titres	188	14	174
Augmentation de capital	0	1	(1)
Dividendes versés	(473)	(145)	(328)
Rachat d'actions propres	(443)	-	(443)
Effet de change	(78)	(130)	52
Autres	134	(28)	162
Diminution / (Augmentation) de l'endettement net	(2 909)	(2 603)	(307)
Dettes nettes de clôture	(5 525)	(5 218)	(307)

(1) Retraité de l'acquisition de magasins Makro Atacadista au Brésil (versement de l'acompte de 10% sur le premier semestre 2020 et acquisition de 2 magasins sur le premier semestre 2021).

Au premier semestre 2021, le cash-flow libre net s'élève à (1 990) millions d'euros (à comparer à (2 193) millions d'euros au premier semestre 2020) et provient principalement des éléments suivants :

- un autofinancement qui s'établit à 1 566 millions d'euros contre 1 233 millions d'euros au 30 juin 2020 ;
- la variation du besoin en fonds de roulement qui s'élève à (2 138) millions d'euros contre (2 064) millions d'euros au premier semestre 2020 ;
- les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour (539) millions d'euros à comparer à (449) millions d'euros au 30 juin 2020.



2. Situation financière et Trésorerie du Groupe

2.4 Financement et ressources de liquidité

Les principales actions menées par le Groupe afin de conforter la liquidité consistent à :

- promouvoir une politique de financement prudente permettant de disposer d'une notation de crédit rendant possible l'accès aux marchés obligataires et de billets de trésorerie ;
- maintenir une présence sur le marché obligataire en émettant de manière régulière, principalement sur les marchés Euro, en vue de disposer d'un échéancier obligataire équilibré. Le programme *Euro Medium Term Notes* (EMTN) dispose d'une capacité de 12 milliards d'euros ;
- utiliser le programme de billets de trésorerie du Groupe déposé à la Banque de France coté à Paris avec une capacité d'émission de 5 milliards d'euros ;
- maintenir des facilités de crédit bancaire à moyen terme disponibles et utilisables au gré des besoins du Groupe. En mai 2021, Carrefour a exercé l'option d'extension de juin 2025 à juin 2026 de ses deux facilités de crédit d'un montant total de 3,9 milliards d'euros. Cette option a été souscrite à plus de 99% des engagements bancaires.

Le Groupe bénéficie d'un bilan et d'une liquidité solides à fin juin 2021. La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit à 3,6 ans à fin juin 2021 à comparer à 3,6 ans à fin décembre 2020 et à 4,1 ans à fin juin 2020.

Au 30 juin 2021, le Groupe est noté Baa1 perspective stable par Moody's et BBB perspective stable par Standard & Poor's.

La principale opération du premier semestre 2021 a été le remboursement de l'emprunt obligataire d'un montant de 871 millions d'euros, d'une maturité de 11 ans et d'un coupon de 3,875%.

2.5 Restriction à l'utilisation des capitaux

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent imposer aux filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

Au 30 juin 2021, tout comme au 31 décembre 2020, il n'y a pas de liquidités soumises à restriction.

2.6 Sources de financement attendues

Pour faire face à ses engagements, Carrefour peut recourir à son cash-flow libre et lever de la dette en ayant recours à ses programmes EMTN et de billets de trésorerie, ou enfin à ses lignes de crédit.



3. Perspectives

Le Groupe réitère les orientations du plan stratégique Carrefour 2022 et confirme l'ensemble de ses objectifs opérationnels et financiers.

L'objectif de cash-flow libre net supérieur à 1 milliard d'euros sera largement atteint en 2021.

Objectifs opérationnels :

- Progression du NPS® Groupe à horizon 2022 de +30 points depuis le début du plan ;
- Un tiers du chiffre d'affaires réalisé via des produits à marque Carrefour en 2022 ;
- 2 700 ouvertures de magasins de proximité à horizon 2022.

Objectifs financiers :

- 4,2 milliards d'euros de GMV e-commerce alimentaire en 2022 ;
- 4,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires en produits bio en 2022 ;
- 2,4 milliards d'euros d'économies de coûts additionnels d'ici 2023 en année pleine (en complément des 3,0 milliards d'euros déjà réalisés à fin 2020) ;
- Cash-flow libre net d'un niveau supérieur à 1 milliard d'euros par an dès 2021 (après décaissement des charges exceptionnelles, notamment liées aux plans de restructuration) ;
- Niveau annuel d'investissements (capex) de l'ordre de 1,5 milliard d'euros à 1,7 milliard d'euros ;
- Cessions additionnelles de 300 millions d'euros d'actifs immobiliers non stratégiques à horizon 2022.



4. Autres informations

4.1 Principes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2020, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* (cf. note 1.3 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021), et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2021. Ces textes sont les suivants :

- Amendements à IFRS 4 - *Contrat d'assurance : Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9* ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 - *Réforme des taux de référence (Phase 2)*.

L'application de l'amendement à IFRS 4 n'a pas eu d'incidence sur le Groupe puisqu'il prolonge l'application d'une exemption temporaire déjà retenue par les sociétés d'assurances du Groupe.

Concernant la phase 2 de la réforme des taux d'intérêt de référence, son objectif est de préciser les impacts comptables liés au remplacement effectif des indices de référence. Son entrée en vigueur est sans impact pour le Groupe en l'absence de modification effective des indices de référence dans les contrats du Groupe au 30 juin 2021.

Pour rappel, la phase 1 du projet, adoptée par le Groupe en 2020, permettait de ne pas tenir compte des incertitudes sur le devenir des taux de référence dans l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et/ou dans l'appréciation du caractère hautement probable du risque couvert, permettant ainsi de sécuriser les relations de couvertures existantes ou à venir jusqu'à la levée de ces incertitudes.

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe a continué de mener des travaux de recensement afin d'assurer la transition vers les nouveaux indices de référence. L'objectif du projet était également d'anticiper les impacts associés à la réforme et de mettre en œuvre le processus de transition vers les nouveaux indices. Les dérivés de taux documentés en couverture de dettes indexées à un taux de référence sont présentés en note 13 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021.

A noter : les conséquences de la décision du comité d'interprétation des IFRS (IFRS IC) publiée en décembre 2019 relative aux durées des contrats de location entrant dans le champ de la norme IFRS 16 ont été comptabilisées dans les comptes consolidés depuis le 31 décembre 2020, et ont conduit à modifier rétrospectivement les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2020 (cf. note 4 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).

Par ailleurs, l'IFRS IC a publié plusieurs décisions définitives au cours du premier semestre 2021, notamment sur la comptabilisation des coûts de configuration et de customisation d'un logiciel en mode SaaS (*Software as a Service*) et sur l'attribution aux périodes de service des avantages relatifs à un régime à prestations définies spécifiques. Carrefour n'a pas appliqué ces décisions lors de l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021, les incidences potentielles étant en cours d'analyse.

Textes adoptés par l'Union Européenne mais non encore applicables

Normes, amendements et interprétations	Date d'application
Amendements des normes IFRS 3 - <i>Regroupements d'entreprises</i> , IAS 16 - <i>Immobilisations corporelles</i> , IAS 37 - <i>Provisions, Passifs éventuels et Actifs éventuels</i> et des <i>Améliorations annuelles 2018-2020</i>	1 ^{er} janvier 2022



4. Autres informations

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne

Normes, amendements et interprétations	Date d'application ⁽¹⁾
Amendement à IFRS 16 - <i>Contrats de location : avantages octroyés aux preneurs liés au Covid-19 au-delà du 30 juin 2021</i>	1 ^{er} avril 2021
Norme IFRS 17 - <i>Contrats d'assurance</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 - <i>Présentation des états financiers : Classification des dettes en courant ou non courant</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 - <i>Présentation des états financiers et Enoncé pratique sur les IFRS 2 : Informations à fournir sur les méthodes comptables</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 8 - <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : Définition des changements d'estimations</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 12 - <i>Impôts sur le résultat : Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction</i>	1 ^{er} janvier 2023

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

Les impacts éventuels des amendements à IAS 12 sont en cours d'analyse. Carrefour n'anticipe pas d'incidence significative de l'application des autres textes sur les comptes consolidés du Groupe.

4.2 Faits marquants de la période

4.2.1 Crise sanitaire liée à la Covid-19

Les effets de la crise sanitaire sont encore présents dans nos différentes géographies au cours du premier semestre 2021. Grâce à son modèle omnicanal et à l'engagement de toutes ses équipes, le Groupe s'est adapté avec succès aux différentes phases de cette crise, afin d'assurer la continuité de la distribution alimentaire puis de répondre aux nouvelles attentes des consommateurs dans un environnement complexe et en évolution rapide. Concernant l'année 2020, la crise sanitaire et ses incidences ont été décrites dans la note 2.1 des comptes consolidés au 31 décembre 2020.

Bilan solide, liquidité renforcée et discipline financière

Depuis 2018, Carrefour fait preuve d'une grande discipline financière et a renforcé son bilan et sa liquidité. Le bilan solide dont dispose Carrefour constitue un atout important dans le contexte de mutations rapides de la distribution alimentaire et de la crise sanitaire actuelle.

Au 30 juin 2021, le Groupe est noté Baa1 perspective stable par Moody's et BBB perspective stable par Standard & Poor's.

Les principales opérations de financement du premier semestre 2021 sont détaillées dans la note 3.4 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021.

Incidences de la crise sanitaire sur les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2021

Les incidences sur les comptes sont détaillées dans la note 3.1 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021.

4.2.2 Simplification de l'organisation dans le cadre du plan de transformation « Carrefour 2022 »



4. Autres informations

Au cours du premier semestre 2021, afin de poursuivre ses objectifs d'amélioration de la performance opérationnelle et d'efficacité organisationnelle, Carrefour France a initié un plan de transformation des Sièges. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un dispositif de GPEC (gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences) qui a fait l'objet d'un accord avec les organisations syndicales signé fin février 2021. Il permet d'adapter les effectifs aux besoins des Sièges via des départs qui pourront s'étaler jusqu'à la fin de l'accord prévu en mars 2022.

Les coûts découlant de la mise en œuvre de ce plan ont été provisionnés au 30 juin 2021 en contrepartie d'une charge non courante. La provision a été déterminée en tenant compte de diverses hypothèses et constitue la meilleure estimation des coûts que le Groupe s'attend à supporter au titre du déploiement de ce dispositif (cf. notes 6.3 et 11.4 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).

4.2.3 Principales acquisitions, cessions et opérations du semestre

Acquisition de 172 magasins de l'enseigne Supersol (Espagne) – Regroupement d'entreprises

En août 2020, le Groupe avait conclu un accord pour acquérir 172 magasins de proximité et supermarchés sous enseigne **Supersol** en Espagne, situés principalement en Andalousie et dans la région de Madrid. Les magasins acquis ont réalisé un chiffre d'affaires HT d'environ 480 millions d'euros en 2020.

Au 31 décembre 2020, la transaction était soumise aux conditions usuelles. Suite à l'obtention de l'approbation de l'autorité de la concurrence locale le 12 janvier 2021, l'acquisition a été finalisée le 11 mars 2021 pour un prix provisoire de 80 millions d'euros.

L'exercice d'allocation des actifs et passifs à la juste valeur tel que requis par la norme IFRS 3 - *Regroupement d'entreprises* a été mis en œuvre et a conduit à reconnaître un *goodwill* provisoire de 76 millions d'euros dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021.

Sur les 172 magasins, 127 magasins Supersol seront convertis aux formats Carrefour d'ici fin 2021 ; 42 magasins sont en cours de cession et ont été reclassés en actifs détenus en vue de leur vente au 30 juin 2021 conformément à la norme IFRS 5 – 38 d'entre eux ont d'ores et déjà été cédés en juillet 2021 – et les 3 magasins restants seront par ailleurs fermés.

Acquisition en cours de Grupo BIG Brasil SA (Brésil) – Regroupement d'entreprises

Le 24 mars 2021, Carrefour Brésil a conclu un accord avec Advent International et Walmart en vue de l'acquisition de **Grupo BIG Brasil SA**, troisième acteur de la distribution alimentaire au Brésil. Ce dernier a réalisé un chiffre d'affaires HT d'environ 22 milliards de réals (soit 3,7 milliards d'euros environ) en 2020 et exploite un réseau multiformat de 387 magasins.

La valeur d'entreprise de l'opération est de 7 milliards de réals environ (1,2 milliard d'euros environ au taux de change du 30 juin 2021), qui sera payé à 70% en numéraire et à 30% via des actions Carrefour Brésil nouvellement émises. L'accord inclut un complément de prix qui serait à payer 6 mois après le closing de l'opération si le cours de bourse de l'action Carrefour Brésil dépasse la valeur de référence de 19,26 réals.

La transaction reste soumise à l'approbation par la CADE, l'autorité de la concurrence brésilienne. Sa finalisation est attendue en 2022.

Perte de contrôle de Market Pay (Fonctions Globales)

Le Groupe avait annoncé le 30 octobre 2020 la cession de 60% de sa plateforme de paiement **Market Pay** à AnaCap Financial Partners, un investisseur spécialisé dans les services financiers européens, afin d'en accélérer le développement et la diversification.



4. Autres informations

Au 31 décembre 2020 et conformément à la norme IFRS 5, les actifs et passifs de Market Pay avaient été reclassés en actifs et passifs détenus en vue de leur vente et évalués à la valeur nette comptable.

La finalisation de l'opération est intervenue le 29 avril 2021 et a conduit à la comptabilisation d'une plus-value de cession d'environ 230 millions d'euros (y compris un paiement en numéraire de 189 millions d'euros) en résultat non courant, après prise en compte des frais liés et avant impôt.

La participation conservée par le Groupe dans Market Pay (40% environ) est comptabilisée par mise en équivalence dans les comptes consolidés depuis le 29 avril 2021, pour un montant de 73 millions d'euros.

Arrêt de l'activité de Carrefour Banca (succursale italienne de Carrefour Banque)

En mai 2021, le Conseil d'Administration de la société Carrefour Banque a pris la décision d'arrêter l'activité de sa succursale italienne.

Au 30 juin 2021, un processus de cession du portefeuille d'encours clients a débuté avec notamment la réception d'offres fermes ou d'options de rachat. Conformément aux normes IFRS 5 et IFRS 9, ces actifs financiers ont été classés en actifs détenus en vue de leur vente et évalués au montant le plus faible de leur valeur nette comptable et de la juste valeur nette des frais de cession. Cela a conduit à l'enregistrement d'une charge dans le résultat non courant du premier semestre 2021 (cf. note 6.3 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).

Création d'une société civile immobilière avec Argan pour le développement d'entrepôts logistiques – Mise en équivalence

En mai 2021, Carrefour et Argan ont créé la société civile immobilière **Cargan-LOG** destinée au développement de futurs entrepôts logistiques dont certains seraient loués à Carrefour. Cette entité, détenue à 60% par Argan et 40% par Carrefour (via l'apport de trois entrepôts), est comptabilisée par mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe depuis mai 2021, pour un montant de 30 millions d'euros.

Projet Pinheiros (Brésil) - Echange d'actifs

Dans le cadre du projet **Pinheiros**, Carrefour Brésil a procédé avec Wtorre à un échange d'actifs, devenu effectif en février 2021, suite à la délivrance du permis de construire par la mairie de São Paulo. Dans ce cadre, Carrefour a échangé un terrain où se situe actuellement son magasin (avenue des Nations Unies dans le sud de la ville), contre un nouveau magasin, une galerie commerciale, un lot de parking et des bureaux dans une nouvelle tour *Corporate*, qui doivent être construits par son partenaire.

Les impacts de la transaction ont été définis conformément à la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles* et ont conduit à enregistrer une plus-value dans le résultat non courant pour un montant de 81 millions d'euros. En cohérence avec l'intention du Groupe quant à l'utilisation de ces actifs, les bureaux de la tour *Corporate* sont comptabilisés en stocks en construction (pour une valeur de 300 millions de réals, soit 51 millions d'euros), le magasin en immobilisation corporelle en cours (65 millions de réals, soit 11 millions d'euros) ainsi que la galerie commerciale et le parking en immeubles de placement (173 millions de réals, soit 29 millions d'euros).

4.2.4 Sécurisation des financements long terme du groupe

Le 25 avril 2021, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire d'un montant de 871 millions d'euros, d'une maturité de 11 ans et d'un coupon de 3,875%.

Le Groupe bénéficie d'un bilan et d'une liquidité solides à fin juin 2021. La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit à 3,6 ans à fin juin 2021 à comparer à 3,6 ans à fin décembre 2020 et à 4,1 ans à fin juin 2020.



4. Autres informations

Par ailleurs, en mai 2021, Carrefour a exercé l'option d'extension de juin 2025 à juin 2026 de ses deux facilités de crédit d'un montant total de 3,9 milliards d'euros. Cette option a été souscrite à plus de 99% des engagements bancaires.

Enfin, le Groupe a mis à jour son programme EMTN (*Euro-Medium Term Notes*) en juin 2021 en y intégrant une composante RSE. Le Groupe a procédé à la rédaction et la publication d'un *Framework* du type *Sustainability-Linked Bond*, visant à renforcer la dimension RSE dans les financements obligataires de Carrefour SA.

Suite à la validation de l'AMF, Carrefour SA est le premier émetteur du CAC 40 à se doter d'une telle option au sein de son programme EMTN, renforçant ainsi l'alignement de la stratégie de financement aux objectifs et ambitions du Groupe en matière de RSE.

4.2.5 Paiement du dividende 2020 en numéraire

En février 2021, le Groupe a annoncé la normalisation de sa politique de dividendes après presque 10 ans de dividendes avec option de paiements en actions.

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 21 mai 2021, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2020 à 0,48 euro par action, intégralement versé en numéraire.

Le 28 mai 2021 a eu lieu le versement du dividende global pour un montant de 383 millions d'euros.

4.2.6 Programme de rachat d'actions

Dans le cadre de sa politique d'allocation de capital, le Groupe a confié à un prestataire de service d'investissement un mandat de rachat d'actions portant sur un montant maximum de 500 millions d'euros, tel qu'autorisé par les Assemblées Générales des actionnaires des 29 mai 2020 et 21 mai 2021.

Le programme de rachat d'actions a débuté le 7 mai 2021 et s'est achevé le 9 juillet 2021. L'objectif du programme de rachat d'actions est la conservation des actions ainsi rachetées en vue de leur annulation future.

A la date de la signature du mandat, un passif financier à court terme (classé en « autres passifs courants » dans le bilan consolidé) de 500 millions d'euros d'actions a été comptabilisé en contrepartie d'une diminution des capitaux propres consolidés.

Au 30 juin 2021, ce passif est diminué du montant effectif des achats du premier semestre et s'élève à 59 millions d'euros. A cette date, Carrefour détenait 36 233 955 actions propres (soit 4,43% du capital social) avec un prix moyen unitaire des 26 776 416 actions acquises s'élevant à 16,99 euros par action.

Au terme du programme de rachat d'actions, soit le 9 juillet 2021, Carrefour détient 38 932 764 d'actions propres (soit 4,76% du capital social) avec un prix moyen unitaire des 29 475 225 actions acquises s'élevant à 16,96 euros par action.

4.3 Retraitement des états financiers consolidés du premier semestre 2020

Suite à la publication en décembre 2019 de la décision de l'IFRS IC clarifiant la détermination des durées des contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, le Groupe a conduit des analyses ayant permis d'en déterminer les effets puis les a implémentés dans ses systèmes d'information financier et comptable au cours du second semestre 2020.

Dans les analyses conduites, le Groupe a également tenu compte du relevé de conclusions de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 3 juillet 2020, qui annule et remplace celui daté du 16 février 2018, pour déterminer les durées IFRS 16 des baux français « 3/6/9 » se trouvant notamment en situation de tacite reconduction.



4. Autres informations

La prise en compte de cette décision a eu pour effet d'allonger la durée IFRS 16 de certains contrats de location, ce qui a conduit à l'augmentation des droits d'utilisation et des engagements locatifs afférents. Les impacts liés à ce changement de méthode comptable ont été comptabilisés rétrospectivement en date de transition à IFRS 16 (soit le 1er janvier 2019). Pour plus de détails sur le retraitement, cf. note 4 des comptes consolidés au 31 décembre 2020 et cf. note 8 pour les principes comptables relatifs à la norme IFRS 16.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2020 ont également été retraités en conséquence de cette décision (cf. note 4 des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021).

4.4 Principales transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2021, il n'y a pas eu de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2020.

4.5 Evénements post-clôture

Finalisation du programme de rachat d'actions de 500 millions d'euros et réduction du capital de Carrefour SA par voie d'annulation des actions auto-détenues ainsi rachetées

Le 28 juillet 2021, le Conseil d'Administration, sur la base de l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires du 21 mai 2021, a décidé de réduire le capital social de Carrefour SA par voie d'annulation de 29 475 225 actions auto-détenues, représentant environ 3,6% du capital social.

Ces actions ont été rachetées entre le 7 mai 2021 et le 9 juillet 2021, dans le cadre du programme de rachat d'actions de 500 millions d'euros décidé par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 20 avril 2021 (cf. partie 4.2.6).

A l'issue de cette annulation d'actions, le nombre d'actions composant le capital de Carrefour SA s'élèvera à 788 148 615 actions et le nombre d'actions auto-détenues, en conséquence, à 9 457 539 actions, représentant environ 1,2% du capital social.

Programme complémentaire de rachat d'actions de 200 millions d'euros

Le 28 juillet 2021, le Conseil d'Administration, sur la base de l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 mai 2021, a approuvé des opérations complémentaires de rachat d'actions Carrefour, en vue de leur annulation future et portant sur un montant maximal de 200 millions d'euros.

4.6 Facteurs de risque

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux présentés au chapitre 4 *Gestion des risques* du Document d'Enregistrement Universel 2020 du Groupe.



Comptes consolidés résumés au 30 juin 2021

Compte de résultat consolidé	page 23
Etat du résultat global consolidé	page 24
Etat de la situation financière consolidée	page 25
Tableau des flux de trésorerie consolidés	page 26
Variation des capitaux propres consolidés	page 27
Notes annexes	page 28



Compte de résultat consolidé

Les états financiers consolidés du premier semestre 2020 ont été retraités (« 1er semestre 2020 retraité ») de la décision de l'IFRS IC publiée en décembre 2019 relative aux durées des contrats de location entrant dans le champ de la norme IFRS 16 (cf. note 4).

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi, les dispositions de la norme IAS 29 - *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 : la période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi au million d'euros près. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre différents états.

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	6.1	34 462	34 265	0,6%
Programmes de fidélisation		(403)	(317)	27,3%
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation		34 059	33 949	0,3%
Autres revenus	6.1	1 040	1 121	(7,2)%
Revenus totaux		35 100	35 070	0,1%
Coût des ventes		(27 734)	(27 612)	0,4%
Marge des activités courantes		7 365	7 458	(1,2)%
Frais généraux et amortissements	6.2	(6 625)	(6 732)	(1,6)%
Résultat opérationnel courant		740	726	1,9%
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	10.1	(10)	(2)	382,1%
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence		730	724	0,8%
Produits et charges non courants	6.3	(41)	(239)	(82,7)%
Résultat opérationnel		689	485	41,9%
Résultat financier	13.6	(132)	(185)	(28,5)%
<i>Coût de l'endettement financier net</i>		<i>(80)</i>	<i>(91)</i>	<i>(12,8)%</i>
<i>Intérêts nets relatifs aux contrats de location</i>		<i>(52)</i>	<i>(59)</i>	<i>(13,0)%</i>
<i>Autres produits et charges financiers</i>		<i>(1)</i>	<i>(34)</i>	<i>(96,6)%</i>
Résultat avant impôts		556	300	85,2%
Impôts sur les résultats	9	(187)	(237)	(20,9)%
Résultat net des activités poursuivies		369	64	479,5%
Résultat net des activités abandonnées		23	3	676,7%
Résultat net de la période		392	67	488,1%
dont résultat net - part du Groupe		298	(25)	1269,2%
dont résultat net des activités poursuivies - part du Groupe		275	(28)	1069,2%
dont résultat net des activités abandonnées - part du Groupe		23	3	676,7%
dont résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		94	92	2,0%
dont résultat net des activités poursuivies - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		94	92	2,0%
dont résultat net des activités abandonnées - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	

Résultat de base par action (en euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité	% Prog.
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe, par action	0,34	(0,04)	1066,3%
Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe, par action	0,03	0,00	674,3%
Résultat net - part du Groupe, par action	0,37	(0,03)	1265,7%

Résultat dilué par action (en euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité	% Prog.
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe, par action	0,34	(0,04)	1062,5%
Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe, par action	0,03	0,00	671,3%
Résultat net - part du Groupe, par action	0,37	(0,03)	1261,1%

Le détail du calcul du résultat par action est présenté en note 12.2.



Etat du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité
Résultat net - part du Groupe		298	(25)
Résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		94	92
Résultat net total de la période		392	67
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	12.1	31	21
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	12.1	(2)	(3)
Variation des écarts de conversion ⁽¹⁾	12.1	251	(880)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat		280	(861)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁽²⁾	12.1	49	(0)
Variation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	12.1	-	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat		49	(0)
Autres éléments du résultat global, après impôt		329	(862)
RESULTAT GLOBAL TOTAL DE LA PERIODE		721	(795)
dont part du Groupe		548	(597)
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		173	(198)

Les rubriques présentées sont nettes d'impôt (détail présenté en note 12.1).

- (1) La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2021 s'explique essentiellement par la légère appréciation du réal brésilien contrairement au premier semestre 2020 au cours duquel le réal brésilien s'était significativement déprécié.
- (2) La réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies comptabilisée sur le premier semestre 2021 reflète la hausse des taux d'actualisation de la zone Euro de 0,40% fin décembre 2020 à 0,80% fin juin 2021. Sur le premier semestre 2020, les taux d'actualisation étaient demeurés inchangés à 0,75%.



Etat de la situation financière consolidée

ACTIF

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Goodwill	7.1	8 100	8 034
Autres immobilisations incorporelles	7.1	1 312	1 325
Immobilisations corporelles	7.2	10 620	10 505
Immeubles de placement	7.3	298	259
Droits d'utilisation de l'actif	8.1	4 522	4 506
Titres mis en équivalence	10.1	1 232	1 172
Autres actifs financiers non courants	13.5	1 247	1 212
Encours clients des sociétés financières - Part à plus d'un an	6.5	1 827	1 933
Impôts différés actifs		727	679
Autres actifs non courants		405	490
Actifs non courants		30 291	30 115
Stocks		5 942	5 326
Créances commerciales		2 698	2 526
Encours clients des sociétés financières - Part à moins d'un an	6.5	3 721	3 295
Autres actifs financiers courants	13.2	400	368
Créances fiscales		727	608
Autres actifs courants		1 134	788
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13.2	1 294	4 439
Actifs détenus en vue de leur vente		101	124
Actifs courants		16 018	17 473
TOTAL ACTIF		46 309	47 588

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Capital social		2 044	2 044
Réserves consolidées (y compris résultat)		7 425	7 751
Capitaux propres, part du Groupe		9 469	9 795
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 593	1 502
Capitaux propres		11 063	11 297
Dettes financières - Part à plus d'un an	13.2	6 146	6 305
Engagements locatifs - Part à plus d'un an	8.2	3 760	3 787
Provisions	11	2 806	2 670
Refinancement des encours clients - Part à plus d'un an	6.5	1 630	1 506
Impôts différés passifs		518	467
Dettes fiscales - Part à plus d'un an		215	214
Passifs non courants		15 077	14 949
Dettes financières - Part à moins d'un an	13.2	1 038	1 084
Engagements locatifs - Part à moins d'un an	8.2	977	936
Fournisseurs et autres créditeurs		11 385	12 560
Refinancement des encours clients - Part à moins d'un an	6.5	3 182	3 067
Dettes fiscales - Part à moins d'un an		1 167	1 039
Autres passifs courants		2 421	2 617
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente		-	39
Passifs courants		20 170	21 342
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		46 309	47 588



Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité
Résultat avant impôt	556	300
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Impôts	(165)	(227)
Dotations aux amortissements	1 133	1 160
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	(281)	32
Variation des provisions et <i>impairment</i>	152	(158)
Coût de l'endettement financier net	80	91
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	52	59
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	48	3
Impact des activités abandonnées ⁽¹⁾	(9)	(27)
Autofinancement	1 566	1 233
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽²⁾	(2 138)	(2 064)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(572)	(831)
Variation des encours sur crédit à la consommation	(103)	(38)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(675)	(869)
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾	(558)	(485)
Acquisitions d'actifs financiers non courants ⁽⁴⁾	(147)	(9)
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées ⁽⁵⁾	(87)	(77)
Cessions de filiales et participations dans des entreprises associées ⁽⁶⁾	186	5
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	40	53
Cessions d'actifs financiers non courants	2	9
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations ⁽³⁾	(219)	(329)
Sous-total investissements nets de désinvestissements	(782)	(834)
Autres emplois	44	(68)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(739)	(901)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle	0	1
Dividendes versés par Carrefour SA (société mère) ⁽⁷⁾	(383)	(57)
Dividendes versés par les sociétés consolidées aux intérêts hors Groupe	(90)	(88)
Variation des actions propres et autres instruments ⁽⁸⁾	(443)	-
Variation des actifs financiers courants ⁽⁹⁾	15	(88)
Emission d'emprunts obligataires ⁽⁹⁾	-	1 000
Remboursement d'emprunts obligataires ⁽⁹⁾	(871)	(802)
Intérêts financiers nets versés	(82)	(129)
Autres variations de l'endettement ⁽⁹⁾	649	1 046
Paiements relatifs aux contrats de location (principal) ⁽¹⁰⁾	(480)	(469)
Intérêts nets versés relatifs aux contrats de location ⁽¹⁰⁾	(51)	(55)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	(1 735)	358
Variation nette de la trésorerie avant effet de change	(3 149)	(1 412)
Incidence des variations de change	4	(304)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(3 145)	(1 717)
Trésorerie à l'ouverture de la période	4 439	4 466
Trésorerie à la clôture de la période	1 294	2 750

(1) Conformément à la norme IFRS 5, cette ligne correspond aux flux résiduels relatifs aux activités abandonnées en 2018 (magasins de proximité intégrés en France).

(2) La variation du besoin en fonds de roulement est détaillée en note 6.4.

(3) Le montant des acquisitions comprend essentiellement les investissements opérationnels réalisés dans les formats de croissance, notamment le paiement de 2 magasins Makro Atacadista supplémentaires au Brésil pour 123 millions de réals brésiliens (soit 19 millions d'euros environ, portant le total des magasins acquis à 27 au 30 juin 2021), la digitalisation du Groupe et le déploiement d'une offre omnicanale de référence.

(4) Cette ligne correspond principalement à l'acompte versé en mars 2021 de 900 millions de réals brésiliens (soit 139 millions d'euros environ) relatif à l'acquisition en cours du groupe BIG au Brésil (cf. note 3.3).

(5) Cette ligne correspond principalement à l'acquisition de magasins Supersol en Espagne pour 80 millions d'euros (montant provisoire, cf. note 3.3). Au premier semestre 2020, cette ligne correspondait principalement aux acquisitions de Dejbox et Potager City en France et de Sant'Ambroeus en Italie.

(6) Cette ligne correspond au paiement en numéraire de 189 millions d'euros (avant frais) au titre de la cession de 60% de Market Pay (cf. note 3.3).

(7) Le dividende voté lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2021 a été versé le 28 mai 2021 intégralement en numéraire pour 383 millions d'euros (cf. note 3.5). En 2020, le dividende avait été versé le 29 juin 2020 (dividende de 57 millions d'euros pour la partie en numéraire).

(8) Ce poste correspond au programme de rachat d'actions (cf. note 3.6).

(9) Le détail des éléments constitutifs de la dette financière est présenté en note 13.2. Les variations des passifs issus des activités de financement sont détaillées en note 13.4.

(10) Conformément à la norme IFRS 16 applicable à partir du 1er janvier 2019, les paiements relatifs aux contrats de location et les intérêts associés sont présentés dans les flux de financement.



Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

	Capitaux Propres, part du Groupe				Total Part du Groupe	Total Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital social	Ecart de conversion	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers ⁽²⁾	Autres réserves et résultats			
Capitaux propres au 31 décembre 2019	2 018	(1 381)	(33)	9 332	9 937	1 736	11 673
Résultat net total - 1er semestre 2020 retraité				(25)	(25)	92	67
Autres éléments du résultat global retraité, après impôt ⁽³⁾		(591)	20	(0)	(572)	(290)	(862)
Résultat global total du 1er semestre 2020 retraité		(591)	20	(26)	(597)	(198)	(795)
Paiements fondés sur des actions				7	7	0	8
Dividendes au titre de l'exercice 2019 ⁽¹⁾	26			(83)	(57)	(73)	(130)
Variation de capital et primes						1	1
Effet des variations de périmètre et autres mouvements				(14)	(14)	13	(1)
Capitaux propres au 30 juin 2020 retraités	2 044	(1 972)	(13)	9 217	9 276	1 478	10 754
Capitaux propres au 31 décembre 2020	2 044	(2 078)	(42)	9 870	9 795	1 502	11 297
Résultat net total - 1er semestre 2021				298	298	94	392
Autres éléments du résultat global, après impôt ⁽³⁾		172	29	49	250	79	329
Résultat global total du 1er semestre 2021		172	29	347	548	173	721
Paiements fondés sur des actions				13	13	0	13
Actions propres (net d'impôt) ⁽⁴⁾				(502)	(502)		(502)
Dividendes au titre de l'exercice 2020 ⁽¹⁾				(383)	(383)	(83)	(466)
Variation de capital et primes						0	0
Effet des variations de périmètre et autres mouvements				(1)	(1)	0	(1)
Capitaux propres au 30 juin 2021	2 044	(1 906)	(13)	9 344	9 469	1 593	11 063

(1) Le dividende distribué par Carrefour SA au titre de 2019, d'un montant total de 183 millions d'euros, a été versé au cours du premier semestre 2020 :

- en numéraire pour 57 millions d'euros, et
- en actions nouvelles pour 126 millions d'euros (26 millions d'euros de hausse du capital social et 100 millions d'euros de primes d'émission).

Le dividende distribué par Carrefour SA au titre de 2020, d'un montant total de 383 millions d'euros, a été versé intégralement en numéraire au cours du premier semestre 2021.

Les dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle concernent principalement les filiales espagnoles et brésiliennes pour un montant de 83 millions d'euros au cours du premier semestre 2021 et les filiales espagnoles et taïwanaises pour un montant total de 73 millions d'euros au cours du premier semestre 2020.

(2) Ce poste est constitué de :

- la réserve de couverture (partie efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie) ;
- la réserve de juste valeur des actifs financiers (variation de juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global).

(3) Les autres éléments du résultat global, après impôt reflètent d'une part la légère appréciation du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2020, et d'autre part, en autres réserves et résultats, la réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies suite à la hausse au 30 juin 2021 des taux d'actualisation de la zone Euro. Sur le premier semestre 2020, les autres éléments du résultat global, après impôt reflétaient essentiellement la dépréciation significative du réal brésilien au cours de la période.

(4) Un programme de rachat d'actions a été initié sur le premier semestre 2021 pour un montant maximum de 500 millions d'euros. A la date de la signature du mandat avec le prestataire de service d'investissement, un passif financier à court terme de 500 millions d'euros d'actions et des frais liés de 2 millions d'euros ont été comptabilisés en contrepartie d'une diminution des capitaux propres (cf. note 3.6).



Sommaire des notes annexes

Note 1 : Bases de préparation des comptes consolidés résumés	page 29
Note 2 : Saisonnalité de l'activité	page 32
Note 3 : Faits marquants de la période	page 32
Note 4 : Retraitement des états financiers consolidés du premier semestre 2020	page 38
Note 5 : Information sectorielle	page 40
Note 6 : Données opérationnelles	page 41
Note 7 : Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	page 46
Note 8 : Contrats de location	page 48
Note 9 : Impôts sur les résultats	page 49
Note 10 : Titres mis en équivalence	page 50
Note 11 : Provisions et passifs éventuels	page 51
Note 12 : Autres éléments du résultat global et résultat par action	page 54
Note 13 : Actifs, passifs et résultat financiers	page 56
Note 14 : Autres informations	page 62



NOTE 1 : BASES DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES RESUMES

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 juillet 2021.

Carrefour SA (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France (93, avenue de Paris, 91300 Massy). Les états financiers consolidés semestriels résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2021 reflètent la situation financière et le résultat de la Société et de ses filiales (l'ensemble désigné comme « Carrefour » ou « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées et co-entreprises). Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2021 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2021 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec des données comparatives (premier semestre 2020 ou 31 décembre 2020) établies selon le référentiel applicable à la date de clôture.

Les textes adoptés par l'Union Européenne sont publiés au *Journal officiel de l'Union Européenne* et peuvent être consultés sur EUR-Lex. Au 30 juin 2021, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont identiques aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception de l'amendement à la norme IFRS 16 - *Contrats de location : avantages octroyés aux preneurs liés au Covid-19 au-delà du 30 juin 2021*, qui n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne.

1.2 Référentiel comptable appliqué

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés au 31 décembre 2020, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 - *Information financière intermédiaire* (cf. note 1.3), et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2021. Ces textes sont les suivants :

- Amendements à IFRS 4 - *Contrat d'assurance : Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9* ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 - *Réforme des taux de référence (Phase 2)*.

L'application de l'amendement à IFRS 4 n'a pas eu d'incidence sur le Groupe puisqu'il prolonge l'application d'une exemption temporaire déjà retenue par les sociétés d'assurances du Groupe.

Concernant la phase 2 de la réforme des taux d'intérêt de référence, son objectif est de préciser les impacts comptables liés au remplacement effectif des indices de référence. Son entrée en vigueur est sans impact pour le Groupe en l'absence de modification effective des indices de référence dans les contrats du Groupe au 30 juin 2021.

Pour rappel, la phase 1 du projet, adoptée par le Groupe en 2020, permettait de ne pas tenir compte des incertitudes sur le devenir des taux de référence dans l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et/ou dans l'appréciation du caractère hautement probable du risque couvert, permettant ainsi de sécuriser les relations de couvertures existantes ou à venir jusqu'à la levée de ces incertitudes.

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe a continué de mener des travaux de recensement afin d'assurer la transition vers les nouveaux indices de référence. L'objectif du projet était également d'anticiper les impacts associés à la réforme et de mettre en œuvre le processus de



transition vers les nouveaux indices. Les dérivés de taux documentés en couverture de dettes indexées à un taux de référence sont présentés en note 13.

A noter : les conséquences de la décision du comité d'interprétation des IFRS (IFRS IC) publiée en décembre 2019 relative aux durées des contrats de location entrant dans le champ de la norme IFRS 16 ont été comptabilisées dans les comptes consolidés depuis le 31 décembre 2020, et ont conduit à modifier rétrospectivement les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2020 (cf. note 4).

Par ailleurs, l'IFRS IC a publié plusieurs décisions définitives au cours du premier semestre 2021, notamment sur la comptabilisation des coûts de configuration et de customisation d'un logiciel en mode SaaS (*Software as a Service*) et sur l'attribution aux périodes de service des avantages relatifs à un régime à prestations définies spécifiques. Carrefour n'a pas appliqué ces décisions lors de l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021, les incidences potentielles étant en cours d'analyse.

Textes adoptés par l'Union Européenne mais non encore applicables

Normes, amendements et interprétations	Date d'application
Amendements des normes IFRS 3 - <i>Regroupements d'entreprises</i> , IAS 16 - <i>Immobilisations corporelles</i> , IAS 37 - <i>Provisions, Passifs éventuels et Actifs éventuels</i> et des <i>Améliorations annuelles 2018-2020</i>	1 ^{er} janvier 2022

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne

Normes, amendements et interprétations	Date d'application ⁽¹⁾
Amendement à IFRS 16 - <i>Contrats de location : avantages octroyés aux preneurs liés au Covid-19 au-delà du 30 juin 2021</i>	1 ^{er} avril 2021
Norme IFRS 17 - <i>Contrats d'assurance</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 - <i>Présentation des états financiers : Classification des dettes en courant ou non courant</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 - <i>Présentation des états financiers et Enoncé pratique sur les IFRS 2 : Informations à fournir sur les méthodes comptables</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 8 - <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : Définition des changements d'estimations</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 12 - <i>Impôts sur le résultat : Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction</i>	1 ^{er} janvier 2023

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

Les impacts éventuels des amendements à IAS 12 sont en cours d'analyse. Carrefour n'anticipe pas d'incidence significative de l'application des autres textes sur les comptes consolidés du Groupe.

1.3 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

1.3.1 Principes de présentation

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises



pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF (disponible sur demande au siège de la Société, au 93 avenue de Paris – 91300 Massy, ou sur son site internet www.carrefour.com).

1.3.2 Estimation de la charge d'impôt

Conformément à IAS 34, la charge d'impôt du premier semestre est déterminée sur la base du taux d'impôt annuel moyen pondéré estimé au titre de l'exercice 2021 (taux effectif d'impôt), pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal (cf. note 9). Les incidences fiscales des transactions spécifiques sont enregistrées sur la période.

1.3.3 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

La provision pour engagements de retraite et avantages assimilés est comptabilisée sur la base des projections faites par les actuaires, qui se fondent sur les données de la clôture de l'exercice précédent. Le taux d'actualisation des principaux pays contributeurs (zone Euro) est revu au 30 juin (cf. note 11.2). En cas d'évolutions significatives des hypothèses sur le semestre ou d'impacts ponctuels (taux d'actualisation, législation en vigueur, population concernée), les projections sont mises à jour afin d'en tenir compte.

Il est à noter qu'ayant besoin d'un temps suffisant (« *sufficient time* ») pour analyser les incidences potentielles, le Groupe n'a pas appliqué la décision de l'IFRS IC, publiée en mai 2021, relative à l'attribution aux périodes de service des avantages relatifs à un régime à prestations définies spécifiques (cf. note 1.2).

1.4 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans les futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre le traitement comptable adéquat de certaines transactions et activités.

Les principales estimations faites par la Direction et jugements exercés pour l'établissement des états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception des éléments décrits dans la note 1.3.

1.5 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis sur la base du coût historique, à l'exception :

- de certains actifs et passifs financiers, évalués à la juste valeur (cf. note 13) ;
- des actifs acquis et passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises, évalués à la juste valeur ;
- des actifs non courants détenus en vue de la vente, évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais liés à la vente.



La notion de juste valeur s'entend comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Conformément à la hiérarchie définie dans la norme IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur*, il existe trois niveaux de juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée par référence à des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée par des modèles utilisant des données d'entrée qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : juste valeur évaluée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi les dispositions de la norme IAS 29 - *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 : la période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

NOTE 2 : SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

A l'instar des autres groupes de grande distribution, Carrefour exerce une activité dont le volume varie de manière sensible au cours de l'année, ce qui peut rendre les comptes consolidés du premier et du deuxième semestre difficilement comparables. Les effets de cette saisonnalité sont particulièrement marqués au niveau du résultat opérationnel courant et de la génération de flux de trésorerie.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une saisonnalité, caractérisée par un second semestre plus fort que le premier, notamment en raison d'une activité plus soutenue au mois de décembre. L'essentiel des charges opérationnelles (frais de personnel, amortissements, ...) étant en revanche réparti plus linéairement sur l'année, le résultat opérationnel courant du Groupe est historiquement plus faible au premier semestre qu'au second.

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également affectés de manière significative par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au premier semestre est structurellement fortement négative du fait des importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

3.1 Crise sanitaire liée à la Covid-19

Les effets de la crise sanitaire sont encore présents dans nos différentes géographies au cours du premier semestre 2021. Grâce à son modèle omnicanal et à l'engagement de toutes ses équipes, le Groupe s'est adapté avec succès aux différentes phases de cette crise, afin d'assurer la continuité de la distribution alimentaire puis de répondre aux nouvelles attentes des consommateurs dans un environnement complexe et en évolution rapide. Concernant l'année 2020, la crise sanitaire et ses incidences ont été décrites dans la note 2.1 des comptes consolidés au 31 décembre 2020.

Bilan solide, liquidité renforcée et discipline financière

Depuis 2018, Carrefour fait preuve d'une grande discipline financière et a renforcé son bilan et sa liquidité. Le bilan solide dont dispose Carrefour constitue un atout important dans le contexte de mutations rapides de la distribution alimentaire et de la crise sanitaire actuelle.

Au 30 juin 2021, le Groupe est noté Baa1 perspective stable par Moody's et BBB perspective stable par Standard & Poor's.

Les principales opérations de financement du premier semestre 2021 sont détaillées dans la note 3.4.



Incidences de la crise sanitaire sur les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2021

Compte de résultat

Les produits et charges du premier semestre 2021 ont été comptabilisés et présentés selon les mêmes principes que ceux appliqués pour la clôture du 31 décembre 2020. De ce fait, les effets de la crise sanitaire Covid-19 impactent l'ensemble du compte de résultat.

Les coûts encourus en lien avec la crise sanitaire Covid-19 ont été comptabilisés dans le résultat opérationnel courant du premier semestre 2021 (comme en 2020), qu'il s'agisse de coûts nécessaires pour la logistique ou pour la distribution des produits en magasin ou au domicile des clients, et y compris les coûts relatifs à la protection sanitaire des salariés, des clients et des prestataires.

Pour rappel, au premier semestre 2020, en conformité avec nos principes comptables, appliqués de manière constante, avaient été enregistrés en charges non courantes les primes exceptionnelles et avantages assimilés pour un montant total de (128) millions d'euros. En effet, ces primes n'ont pas rémunéré l'activité des salariés en tant que telle. Elles relèvent d'une action de responsabilité sociétale et sont assorties d'avantages fiscaux et sociaux. Elles sont venues en complément des éléments de rémunération fixe et variable habituels (au titre du paiement d'heures supplémentaires, de primes diverses, de la participation...) des salariés concernés, sans s'y substituer (cf. note 2.1 des comptes consolidés au 31 décembre 2020 et note 3.1.c des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2020).

Bilan

Revue des indices de pertes de valeur et tests de dépréciation

A chaque arrêté intermédiaire et conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, le Groupe identifie les potentiels indices de pertes de valeur sur les magasins (UGT) et les *goodwill* pays et réalise des tests supplémentaires en cas d'identification de tels indices.

Pour les *goodwill*, les indicateurs suivis par le Groupe sont notamment :

- un indice de perte de valeur interne : dégradation significative du ratio [Résultat opérationnel courant avant amortissements / ventes nettes hors essence] entre le budget et le dernier atterrissage ;
- des indices de perte de valeur externes : hausse significative du taux d'actualisation et/ou dégradation importante de la prévision de croissance du PIB établie par le FMI ou l'OCDE.

Compte tenu du contexte particulier lié à la crise sanitaire Covid-19, la méthodologie retenue pour les impairments test *goodwill* (même méthodologie que celle appliquée au 30 juin 2020) a consisté à appliquer aux tests de perte de valeur de décembre 2020 des paramètres financiers déterminés au 30 juin 2021 à partir des hypothèses suivantes :

- prise en compte d'une prime de marché et approche long terme retenue sur le bêta pour déterminer les WACC (*Weighted Average Cost of Capital*) ;
- prévisions sur les taux de croissance perpétuelle issues des données les plus récentes fournies par le FMI.

En ce qui concerne les **actifs magasins**, une revue ciblée a été mise en œuvre sur les magasins qui présentaient un *headroom* (valeur recouvrable – valeur nette comptable) limité lors du test d'impairment réalisé fin 2020.

Pour les **titres mis en équivalence**, la valeur des titres Carmila au 30 juin 2021 est sous-tendue par l'ANR EPRA (Actif Net Réévalué - *European Public Real Estate Association*) à cette date. S'agissant de Provincia (groupe de franchisés Carrefour basé en Rhône-Alpes), aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur la période. Par ailleurs, concernant les titres Showroomprivé, comme au 31 décembre 2020, leur valeur comptable est alignée sur le cours de bourse de la société en date de clôture. Enfin, les titres conservés suite à la cession de 60% de Market Pay et à ceux obtenus dans le cadre de la création de la SCI Cargan-LOG viennent d'être intégrés dans le bilan consolidé (cf. note 3.3).



Au final, au 30 juin 2021, les tests menés par le Groupe n'ont pas donné lieu à de nouvelles dépréciations de magasins, de *goodwill*, d'immeubles de placement ou de titres mis en équivalence.

Sociétés financières

Les encours clients des sociétés financières correspondent aux créances détenues sur la clientèle (encours des cartes de paiement, prêts personnels...). En 2020, nos sociétés financières avaient procédé à des mesures de reports de paiement telles que prévues par les autorités locales dans le cadre de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ou selon les modalités prévues dans les contrats. Ces reports n'avaient pas modifié la classification existante des encours des clients qui en avaient bénéficié et n'avaient donc pas impacté le calcul des pertes de crédit attendues au 30 juin et 31 décembre 2020. Au 30 juin 2021, ces encours sont revenus dans un processus de classification classique des encours et du calcul des provisions afférentes.

Par ailleurs, les risques de crédit continuent à être appréciés au regard du contexte particulier lié à la crise sanitaire.

3.2 Simplification de l'organisation dans le cadre du plan de transformation « Carrefour 2022 »

Au cours du premier semestre 2021, afin de poursuivre ses objectifs d'amélioration de la performance opérationnelle et d'efficacité organisationnelle, Carrefour France a initié un plan de transformation des Sièges. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un dispositif de GPEC (gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences) qui a fait l'objet d'un accord avec les organisations syndicales signé fin février 2021. Il permet d'adapter les effectifs aux besoins des Sièges via des départs qui pourront s'étaler jusqu'à la fin de l'accord prévu en mars 2022.

Les coûts découlant de la mise en œuvre de ce plan ont été provisionnés au 30 juin 2021 en contrepartie d'une charge non courante. La provision a été déterminée en tenant compte de diverses hypothèses et constitue la meilleure estimation des coûts que le Groupe s'attend à supporter au titre du déploiement de ce dispositif (cf. notes 6.3 et 11.4).

3.3 Principales acquisitions, cessions et opérations du semestre

Acquisition de 172 magasins de l'enseigne Supersol (Espagne) – Regroupement d'entreprises

En août 2020, le Groupe avait conclu un accord pour acquérir 172 magasins de proximité et supermarchés sous enseigne **Supersol** en Espagne, situés principalement en Andalousie et dans la région de Madrid. Les magasins acquis ont réalisé un chiffre d'affaires HT d'environ 480 millions d'euros en 2020.

Au 31 décembre 2020, la transaction était soumise aux conditions usuelles. Suite à l'obtention de l'approbation de l'autorité de la concurrence locale le 12 janvier 2021, l'acquisition a été finalisée le 11 mars 2021 pour un prix provisoire de 80 millions d'euros.

L'exercice d'allocation des actifs et passifs à la juste valeur tel que requis par la norme IFRS 3 – *Regroupement d'entreprises* a été mis en œuvre et a conduit à reconnaître un *goodwill* provisoire de 76 millions d'euros dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021.

Sur les 172 magasins, 127 magasins Supersol seront convertis aux formats Carrefour d'ici fin 2021 ; 42 magasins sont en cours de cession et ont été reclassés en actifs détenus en vue de leur vente au 30 juin 2021 conformément à la norme IFRS 5 – 38 d'entre eux ont d'ores et déjà été cédés en juillet 2021 – et les 3 magasins restants seront par ailleurs fermés.



Acquisition en cours de Grupo BIG Brasil SA (Brésil) – Regroupement d’entreprises

Le 24 mars 2021, Carrefour Brésil a conclu un accord avec Advent International et Walmart en vue de l’acquisition de **Grupo BIG Brasil SA**, troisième acteur de la distribution alimentaire au Brésil. Ce dernier a réalisé un chiffre d’affaires HT d’environ 22 milliards de réals (soit 3,7 milliards d’euros environ) en 2020 et exploite un réseau multiformat de 387 magasins.

La valeur d’entreprise de l’opération est de 7 milliards de réals environ (1,2 milliard d’euros environ au taux de change du 30 juin 2021), qui sera payé à 70% en numéraire et à 30% via des actions Carrefour Brésil nouvellement émises. L’accord inclut un complément de prix qui serait à payer 6 mois après le closing de l’opération si le cours de bourse de l’action Carrefour Brésil dépasse la valeur de référence de 19,26 réals.

La transaction reste soumise à l’approbation par la CADE, l’autorité de la concurrence brésilienne. Sa finalisation est attendue en 2022.

Perte de contrôle de Market Pay (Fonctions Globales)

Le Groupe avait annoncé le 30 octobre 2020 la cession de 60% de sa plateforme de paiement **Market Pay** à AnaCap Financial Partners, un investisseur spécialisé dans les services financiers européens, afin d’en accélérer le développement et la diversification.

Au 31 décembre 2020 et conformément à la norme IFRS 5, les actifs et passifs de Market Pay avaient été reclassés en actifs et passifs détenus en vue de leur vente et évalués à la valeur nette comptable.

La finalisation de l’opération est intervenue le 29 avril 2021 et a conduit à la comptabilisation d’une plus-value de cession d’environ 230 millions d’euros (y compris un paiement en numéraire de 189 millions d’euros) en résultat non courant, après prise en compte des frais liés et avant impôt.

La participation conservée par le Groupe dans Market Pay (40% environ) est comptabilisée par mise en équivalence dans les comptes consolidés depuis le 29 avril 2021, pour un montant de 73 millions d’euros.

Arrêt de l’activité de Carrefour Banca (succursale italienne de Carrefour Banque)

En mai 2021, le Conseil d’Administration de la société Carrefour Banque a pris la décision d’arrêter l’activité de sa succursale italienne.

Au 30 juin 2021, un processus de cession du portefeuille d’encours clients a débuté avec notamment la réception d’offres fermes ou d’options de rachat. Conformément aux normes IFRS 5 et IFRS 9, ces actifs financiers ont été classés en actifs détenus en vue de leur vente et évalués au montant le plus faible de leur valeur nette comptable et de la juste valeur nette des frais de cession. Cela a conduit à l’enregistrement d’une charge dans le résultat non courant du premier semestre 2021 (cf. note 6.3).

Création d’une société civile immobilière avec Argan pour le développement d’entrepôts logistiques – Mise en équivalence

En mai 2021, Carrefour et Argan ont créé la société civile immobilière **Cargan-LOG** destinée au développement de futurs entrepôts logistiques dont certains seraient loués à Carrefour. Cette entité, détenue à 60% par Argan et 40% par Carrefour (via l’apport de trois entrepôts), est comptabilisée par mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe depuis mai 2021, pour un montant de 30 millions d’euros.



Projet Pinheiros (Brésil) - Echange d'actifs

Dans le cadre du projet **Pinheiros**, Carrefour Brésil a procédé avec Wtorre à un échange d'actifs, devenu effectif en février 2021, suite à la délivrance du permis de construire par la mairie de São Paulo. Dans ce cadre, Carrefour a échangé un terrain où se situe actuellement son magasin (avenue des Nations Unies dans le sud de la ville), contre un nouveau magasin, une galerie commerciale, un lot de parking et des bureaux dans une nouvelle tour *Corporate*, qui doivent être construits par son partenaire.

Les impacts de la transaction ont été définis conformément à la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles* et ont conduit à enregistrer une plus-value dans le résultat non courant pour un montant de 81 millions d'euros. En cohérence avec l'intention du Groupe quant à l'utilisation de ces actifs, les bureaux de la tour *Corporate* sont comptabilisés en stocks en construction (pour une valeur de 300 millions de réals, soit 51 millions d'euros), le magasin en immobilisation corporelle en cours (65 millions de réals, soit 11 millions d'euros) ainsi que la galerie commerciale et le parking en immeubles de placement (173 millions de réals, soit 29 millions d'euros).

3.4 Sécurisation des financements long terme du groupe

Le 25 avril 2021, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire, d'un montant de 871 millions d'euros, d'une maturité de 11 ans et d'un coupon de 3,875%.

Le Groupe bénéficie d'un bilan et d'une liquidité solides à fin juin 2021. La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit à 3,6 ans à fin juin 2021 à comparer à 3,6 ans à fin décembre 2020 et à 4,1 ans à fin juin 2020.

Par ailleurs, en mai 2021, Carrefour a exercé l'option d'extension de juin 2025 à juin 2026 de ses deux facilités de crédit d'un montant total de 3,9 milliards d'euros. Cette option a été souscrite à plus de 99% des engagements bancaires.

Enfin, le Groupe a mis à jour son programme EMTN (*Euro-Medium Term Notes*) en juin 2021 en y intégrant une composante RSE. Le Groupe a procédé à la rédaction et la publication d'un *Framework* du type *Sustainability-Linked Bond*, visant à renforcer la dimension RSE dans les financements obligataires de Carrefour SA.

Suite à la validation de l'AMF, Carrefour SA est le premier émetteur du CAC 40 à se doter d'une telle option au sein de son programme EMTN, renforçant ainsi l'alignement de la stratégie de financement aux objectifs et ambitions du Groupe en matière de RSE.

3.5 Paiement du dividende 2020 en numéraire

En février 2021, le Groupe a annoncé la normalisation de sa politique de dividendes après presque 10 ans de dividendes avec option de paiements en actions.

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 21 mai 2021, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2020 à 0,48 euro par action, intégralement versé en numéraire.

Le 28 mai 2021 a eu lieu le versement du dividende global pour un montant de 383 millions d'euros.

3.6 Programme de rachat d'actions

Dans le cadre de sa politique d'allocation de capital, le Groupe a confié à un prestataire de service d'investissement un mandat de rachat d'actions portant sur un montant maximum de 500 millions d'euros, tel qu'autorisé par les Assemblées Générales des actionnaires des 29 mai 2020 et 21 mai 2021.

Le programme de rachat d'actions a débuté le 7 mai 2021 et s'est achevé le 9 juillet 2021. L'objectif du programme de rachat d'actions est la conservation des actions ainsi rachetées en vue de leur annulation future.



A la date de la signature du mandat, un passif financier à court terme (classé en « autres passifs courants » dans le bilan consolidé) de 500 millions d'euros d'actions a été comptabilisé en contrepartie d'une diminution des capitaux propres consolidés.

Au 30 juin 2021, ce passif est diminué du montant effectif des achats du premier semestre et s'élève à 59 millions d'euros. A cette date, Carrefour détenait 36 233 955 actions propres (soit 4,43% du capital social) avec un prix moyen unitaire des 26 776 416 actions acquises s'élevant à 16,99 euros par action.

Au terme du programme de rachat d'actions, soit le 9 juillet 2021, Carrefour détient 38 932 764 d'actions propres (soit 4,76% du capital social) avec un prix moyen unitaire des 29 475 225 actions acquises s'élevant à 16,96 euros par action.



NOTE 4 : RETRAITEMENT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE 2020

Suite à la publication en décembre 2019 de la décision de l'IFRS IC clarifiant la détermination des durées des contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, le Groupe a conduit des analyses ayant permis d'en déterminer les effets puis les a implémentés dans ses systèmes d'information financier et comptable au cours du second semestre 2020.

Dans les analyses conduites, le Groupe a également tenu compte du relevé de conclusions de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 3 juillet 2020, qui annule et remplace celui daté du 16 février 2018, pour déterminer les durées IFRS 16 des baux français « 3/6/9 » se trouvant notamment en situation de tacite reconduction.

La prise en compte de cette décision a eu pour effet d'allonger la durée IFRS 16 de certains contrats de location, ce qui a conduit à l'augmentation des droits d'utilisation et des engagements locatifs afférents. Les impacts liés à ce changement de méthode comptable ont été comptabilisés rétrospectivement en date de transition à IFRS 16 (soit le 1er janvier 2019). Pour plus de détails sur le retraitement, cf. note 4 des comptes consolidés au 31 décembre 2020 et cf. note 8 pour les principes comptables relatifs à la norme IFRS 16.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2020 ont également été retraités en conséquence de cette décision.

4.1 Compte de résultat consolidé du premier semestre 2020 retraité

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2020 publié	1er semestre 2020 retraité	Différence
Chiffre d'affaires hors taxes	34 265	34 265	-
Programmes de fidélisation	(317)	(317)	-
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation	33 949	33 949	-
Autres revenus	1 121	1 121	-
Revenus totaux	35 070	35 070	-
Coût des ventes	(27 612)	(27 612)	1
Marge des activités courantes	7 457	7 458	1
Frais généraux et amortissements	(6 739)	(6 732)	7
Résultat opérationnel courant	718	726	8
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	(2)	(2)	-
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence	716	724	8
Produits et charges non courants	(234)	(239)	(5)
Résultat opérationnel	482	485	4
Résultat financier	(173)	(185)	(12)
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	<i>(91)</i>	<i>(91)</i>	-
<i>Intérêts nets relatifs aux contrats de location</i>	<i>(48)</i>	<i>(59)</i>	<i>(11)</i>
<i>Autres produits et charges financiers</i>	<i>(34)</i>	<i>(34)</i>	<i>(0)</i>
Résultat avant impôts	308	300	(8)
Impôts sur les résultats	(238)	(237)	2
Résultat net des activités poursuivies	70	64	(7)
Résultat net des activités abandonnées	3	3	-
Résultat net de la période	73	67	(7)
dont résultat net - part du Groupe	(21)	(25)	(5)
dont résultat net des activités poursuivies - part du Groupe	(23)	(28)	(5)
dont résultat net des activités abandonnées - part du Groupe	3	3	-
dont résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	94	92	(2)
dont résultat net des activités poursuivies - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	94	92	(2)
dont résultat net des activités abandonnées - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-



4.2 Tableau des flux de trésorerie consolidés du premier semestre 2020 retraité

(en millions d'euros)	1er semestre 2020 publié	1er semestre 2020 retraité	Différence
Résultat avant impôt	308	300	(8)
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Impôts	(227)	(227)	-
Dotations aux amortissements	1 168	1 160	(8)
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	27	32	5
Variation des provisions et <i>impairment</i>	(158)	(158)	-
Coût de l'endettement financier net	91	91	-
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	48	59	11
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	3	3	-
Impact des activités abandonnées	(27)	(27)	-
Autofinancement	1 233	1 233	-
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 064)	(2 064)	-
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(831)	(831)	-
Variation des encours sur crédit à la consommation	(38)	(38)	-
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(869)	(869)	-
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(485)	(485)	-
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(9)	(9)	-
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées	(77)	(77)	-
Cessions de filiales et participations dans des entreprises associées	5	5	-
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	53	53	-
Cessions d'actifs financiers non courants	9	9	-
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations	(329)	(329)	-
Sous-total investissements nets de désinvestissements	(834)	(834)	-
Autres emplois	(68)	(68)	-
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement	(901)	(901)	-
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle	1	1	-
Dividendes versés par Carrefour SA (société mère)	(57)	(57)	-
Dividendes versés par les sociétés consolidées aux intérêts hors Groupe	(88)	(88)	-
Variation des actifs financiers courants	(88)	(88)	-
Emission d'emprunts obligataires	1 000	1 000	-
Remboursement d'emprunts obligataires	(802)	(802)	-
Intérêts financiers nets versés	(129)	(129)	-
Autres variations de l'endettement	1 046	1 046	-
Paievements relatifs aux contrats de location (principal)	(481)	(469)	12
Intérêts nets versés relatifs aux contrats de location	(44)	(55)	(12)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	358	358	-
Variation nette de la trésorerie avant effet de change	(1 412)	(1 412)	-
Incidence des variations de change	(304)	(304)	-
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(1 717)	(1 717)	-
Trésorerie à l'ouverture de la période	4 466	4 466	-
Trésorerie à la clôture de la période	2 750	2 750	-



NOTE 5 : INFORMATION SECTORIELLE

5.1 Résultats sectoriels

1er semestre 2021 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	34 462	16 889	10 158	6 208	1 208	-
Autres Revenus	1 040	374	270	318	43	35
Résultat opérationnel courant avant amortissements	1 873	710	648	414	126	(25)
Résultat opérationnel courant	740	187	225	309	47	(28)
Investissements corporels et incorporels ⁽¹⁾	558	217	97	220	18	5
Dotations aux amortissements ⁽²⁾	(1 133)	(523)	(423)	(105)	(80)	(2)

1er semestre 2020 retraité (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	34 265	16 357	10 246	6 569	1 092	-
Autres Revenus	1 121	371	306	363	44	36
Résultat opérationnel courant avant amortissements	1 886	659	636	492	116	(17)
Résultat opérationnel courant	726	129	200	377	49	(28)
Investissements corporels et incorporels ⁽¹⁾	485	204	104	168	2	6
Dotations aux amortissements ⁽²⁾	(1 160)	(530)	(436)	(115)	(67)	(11)

(1) Au 30 juin 2021, les investissements corporels et incorporels comprennent notamment l'acquisition en pleine propriété de 2 magasins Makro Atacadista supplémentaires pour 19 millions d'euros environ, portant le total des magasins acquis à 27 en date de clôture. Au 30 juin 2020, les investissements corporels et incorporels incluaient l'acompte versé en février 2020 de 35 millions d'euros relatif à l'acquisition en cours de ces magasins.

(2) Y compris amortissements des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes.



5.2 Bilans sectoriels

30/06/2021 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	8 100	5 153	2 464	342	139	1
Autres immobilisations incorporelles	1 312	589	552	142	22	6
Immobilisations corporelles	10 620	4 571	2 934	2 717	396	2
Immeubles de placement	298	11	116	120	52	-
Droits d'utilisation de l'actif	4 522	1 739	2 001	353	424	5
Autres actifs sectoriels	16 456	7 937	3 175	4 682	275	387
Total Actifs sectoriels	41 308	20 001	11 242	8 356	1 308	401
Autres actifs non affectés	5 001					
TOTAL ACTIF	46 309					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels	24 523	11 800	6 999	4 152	1 106	466
Autres passifs non affectés	10 724					
TOTAL PASSIF	35 247					

31/12/2020 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	8 034	5 149	2 388	319	176	1
Autres immobilisations incorporelles	1 325	615	551	130	23	6
Immobilisations corporelles	10 505	4 741	3 038	2 376	348	2
Immeubles de placement	259	11	119	80	50	-
Droits d'utilisation de l'actif	4 506	1 865	1 982	324	330	5
Autres actifs sectoriels	14 964	7 360	3 105	3 913	206	379
Total Actifs sectoriels	39 593	19 742	11 183	7 142	1 133	393
Autres actifs non affectés	7 995					
TOTAL ACTIF	47 588					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels	25 512	12 034	7 672	4 604	888	315
Autres passifs non affectés	10 779					
TOTAL PASSIF	36 291					

NOTE 6 : DONNEES OPERATIONNELLES

6.1 Produits des activités ordinaires

6.1.1 Chiffre d'affaires hors taxes

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	34 462	34 265	0,6%

A taux de change constants, le chiffre d'affaires du premier semestre 2021 se serait élevé à 36 010 millions d'euros, à comparer à 34 265 millions d'euros sur le premier semestre 2020, soit une hausse de 5,1%. L'incidence de la variation des taux de change s'élève à (1,5) milliard d'euros au 30 juin 2021, imputable en quasi-totalité à la zone Amérique latine.

Retraité de la norme IAS 29 en Argentine, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2021 aurait augmenté de 5,0% à taux de change constants.



Chiffre d'affaires hors taxes par pays ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020
France	16 889	16 357
Europe (hors France)	10 158	10 246
Espagne	4 353	4 204
Italie	1 935	2 131
Belgique	1 998	2 058
Pologne	872	875
Roumanie	1 000	978
Amérique latine	6 208	6 569
Brésil	5 271	5 632
Argentine	937	937
Asie	1 208	1 092
Taiwan	1 208	1 092
Total Chiffre d'affaires hors taxes	34 462	34 265

(1) La quasi-totalité du chiffre d'affaires est comptabilisée à une date spécifique. Le montant du chiffre d'affaires comptabilisé progressivement n'est pas significatif à l'échelle du Groupe.

6.1.2 Autres revenus

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	% Prog.
Produits financiers et commissions ⁽¹⁾	549	667	(17,7)%
Redevances de franchise et de location-gérance	185	167	10,3%
Revenus de location	75	71	6,2%
Revenus de sous-location	15	17	(7,1)%
Revenus de l'activité de promotion immobilière ⁽²⁾	4	9	(53,1)%
Revenus divers ⁽³⁾	212	190	11,5%
Total Autres revenus	1 040	1 121	(7,2)%

(1) Comprennent le produit net des activités de banque et d'assurance du Groupe.

(2) Correspondent au prix de vente des ensembles immobiliers qui ont été développés par le Groupe en vue de leur revente. Compte tenu des coûts de développement, présentés en coût des ventes, la marge de promotion s'élève à 3 millions d'euros au titre du premier semestre 2021 et a été nulle au titre du premier semestre 2020.

(3) Les revenus divers concernent notamment les commissions sur ventes et celles reçues des fournisseurs, les revenus liés à l'activité billetterie / voyages ainsi qu'à la publicité en magasins.

Les produits financiers et commissions enregistrés au cours du premier semestre 2021 ont continué à être impactés par la crise sanitaire en Europe, en lien avec la réduction de la valeur brute des encours clients constatée sur la période (cf. note 6.5.1). Par ailleurs, leur progression constatée au Brésil en devise locale a été compensée par la conversion en euros à un taux moyen plus défavorable sur la période qu'au premier semestre 2020.

6.2 Frais généraux et amortissements

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité	% Prog.
Frais généraux	(5 622)	(5 700)	(1,4)%
Amortissements des immobilisations et immeubles de placement	(633)	(675)	(6,2)%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif	(369)	(357)	3,6%
Total Frais généraux et amortissements	(6 625)	(6 732)	(1,6)%



Frais généraux

Les frais généraux se détaillent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020	% Prog.
Frais de personnel	(3 630)	(3 629)	0,0%
Taxes	(350)	(328)	6,8%
Entretien et réparation	(347)	(364)	(4,6)%
Honoraires	(319)	(385)	(17,3)%
Publicité	(300)	(277)	8,4%
Energie et électricité	(219)	(252)	(13,1)%
Locations immobilières (hors IFRS 16)	(36)	(30)	18,6%
Autres frais généraux	(422)	(435)	(3,1)%
Total Frais généraux	(5 622)	(5 700)	(1,4)%

Amortissements

En prenant en compte les amortissements logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à (1 133) millions d'euros au 30 juin 2021 ((1 160) millions d'euros au 30 juin 2020 retraité) et se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité	% Prog.
Immobilisations corporelles	(507)	(540)	(6,1)%
Immobilisations incorporelles	(122)	(128)	(4,9)%
Immeubles de placement	(5)	(7)	(30,8)%
Amortissements des immobilisations et immeubles de placement	(633)	(675)	(6,2)%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations et immeubles de placement	(369)	(357)	3,6%
Amortissements des immobilisations logistiques	(29)	(27)	7,3%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations logistiques	(101)	(101)	(0,2)%
Total Amortissements	(1 133)	(1 160)	(2,3)%

6.3 Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que des dépréciations d'actifs non courants, les résultats de cession d'actifs non courants, des coûts de restructuration et des charges liées à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de la période.

Le résultat non courant du premier semestre 2021 est une charge nette de (41) millions d'euros et se décompose de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité
Résultat de cession d'actifs	248	(31)
Coûts de réorganisation	(260)	(42)
Autres produits et charges non courants	4	(106)
Résultat non courant avant dépréciations et pertes sur actifs	(9)	(180)
Dépréciations et pertes sur actifs	(33)	(59)
<i>dont dépréciations et pertes sur goodwill</i>	-	-
<i>dont dépréciations et pertes sur actifs corporels et incorporels et autres</i>	(33)	(59)
Produits et charges non courants	(41)	(239)
Dont :		
<i>total des produits non courants</i>	405	86
<i>total des charges non courantes</i>	(446)	(325)



Le résultat de cession d'actifs correspond essentiellement à la plus-value générée lors de la perte de contrôle de Market Pay en France pour 230 millions d'euros environ, net de frais (cf. note 3.3).

Les coûts de réorganisation comptabilisés sur le premier semestre 2021 découlent de la poursuite des objectifs d'amélioration de la performance opérationnelle et d'efficacité organisationnelle. La charge comptabilisée en résultat non courant correspond principalement aux indemnités payées ou à payer dans le cadre du plan de transformation concernant les Sièges en France (cf. note 3.2).

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2021 s'expliquent principalement par les éléments suivants au Brésil :

- L'impact de l'opération immobilière Pinheiros générant un produit de 81 millions d'euros à l'issue d'un échange d'actifs dans la ville de São Paulo (cf. note 3.3) ;
- Des reprises de provisions, nettes de coûts, sur des crédits ICMS liés aux transferts entre états sur les « produits de base », ont été enregistrées à hauteur de 23 millions d'euros environ suite à prescription ou apport à des programmes d'amnisties lancés par certains états brésiliens (cf. note 6.3 des comptes consolidés au 31 décembre 2020) ;
- Suite au décès de M. Silveira Freitas, des engagements ont été souscrits par Carrefour Brésil vis-à-vis des autorités publiques et associations dans le cadre du protocole transactionnel (« *Termo de ajustamento de Conduta* ») régularisé le 11 juin 2021 et ont conduit à comptabiliser des provisions pour (17) millions d'euros (cf. notes 11.1 de ces comptes et 11.3 des comptes consolidés au 31 décembre 2020).

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2021 comprennent également des réestimations de risques d'origine ancienne en Espagne ainsi que les impacts liés à la décision prise en mai 2021 d'arrêter l'activité de Carrefour Banque en Italie (cf. note 3.3).

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2021 comprennent diverses sorties d'actifs immobilisés, notamment liés à l'informatique en France pour (23) millions d'euros.

Rappel des principaux éléments comptabilisés au premier semestre 2020

Le résultat de cession d'actifs comprenait la moins-value comptabilisée lors de la cession de la société Rue du Commerce effectuée le 30 avril 2020.

Les coûts encourus en lien avec la crise sanitaire Covid-19 étaient comptabilisés dans le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020, qu'il s'agisse de coûts nécessaires pour la logistique ou pour la distribution des produits en magasin ou au domicile des clients, et y compris les coûts relatifs à la protection sanitaire des salariés, des clients et des prestataires.

En conformité avec nos principes comptables, appliqués de manière constante, étaient présentés en charges non courantes les primes exceptionnelles et avantages assimilés pour un montant total de (128) millions d'euros. En effet, ces primes n'ont pas rémunéré l'activité des salariés en tant que telle. Elles relèvent d'une action de responsabilité sociétale et sont assorties d'avantages fiscaux et sociaux. Elles sont venues en complément des éléments de rémunération fixe et variable habituels (au titre du paiement d'heures supplémentaires, de primes diverses, de la participation...) des salariés concernés, sans s'y substituer.

Les dépréciations et pertes sur actifs concernaient notamment la dépréciation des actifs immobilisés chez Carrefour Banque suite à la décision prise par son Conseil d'Administration d'arrêter l'activité C-zam ainsi que la dépréciation de certains magasins Promocash en France.



6.4 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement comprise dans la « variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation » du tableau de flux de trésorerie se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	1er semestre 2021	1er semestre 2020	Variation
Variation des stocks	(426)	(65)	(361)
Variation des créances commerciales	(103)	(11)	(91)
Variation des créances et dettes fournisseurs	(1 448)	(1 739)	290
Variation des dettes de fidélité	25	(15)	39
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(1 953)	(1 830)	(122)
Variation des autres créances et autres dettes	(186)	(233)	48
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 138)	(2 064)	(75)

Ces éléments, comme tous les autres éléments du tableau des flux de trésorerie, sont convertis au taux moyen de l'exercice.

6.5 Activités de banque et d'assurance

6.5.1 Encours clients des sociétés financières

Au 30 juin 2021, les encours clients des sociétés financières s'élevaient à 5 549 millions d'euros (à comparer à 5 227 millions d'euros au 31 décembre 2020) et se composent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Encours cartes	4 319	4 350
Encours prêts	1 625	1 789
Encours crédits (liés à des achats magasins)	41	73
Autres encours ⁽¹⁾	199	233
Dépréciation	(1 011)	(1 219)
Encours - prêts et créances sur les établissements financiers ⁽²⁾	375	-
Total Encours clients	5 549	5 227
Part à moins d'un an	3 721	3 295
Part à plus d'un an	1 827	1 933

(1) Les autres encours correspondent essentiellement aux prêts et crédits restructurés.

(2) Ces titres liés à la titrisation ont été soldés le 12 juillet 2021.

Retraitée des titres liés à la titrisation (cf. supra), la valeur brute des encours clients diminue d'environ (250) millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cela traduit une production d'encours en retrait depuis la crise sanitaire, en particulier en France, à l'inverse de l'Espagne et du Brésil qui maintiennent ou développent respectivement leur dynamique de crédit sur ce semestre. La baisse des encours a été accentuée, d'une part, par des cessions d'encours classés en catégorie 3 opérées sur la période en Espagne et au Brésil et, d'autre part, par le reclassement des encours de la succursale italienne en actifs détenus en vue de leur vente au 30 juin 2021 compte tenu de la décision d'arrêter son activité (cf. note 3.3). A *contrario*, cette baisse a été partiellement minorée par la légère appréciation du réal brésilien sur la période.

La diminution du taux de dépréciation moyen des encours clients au 30 juin 2021 provient essentiellement de l'Espagne et du Brésil, suite aux cessions d'encours classés en catégorie 3 opérées sur le semestre, et l'Italie, suite à la cession en cours de la totalité de son portefeuille client, y compris des encours classés en catégorie 3 également (cf. ci-dessus). L'estimation de la dépréciation des encours clients a été effectuée en fonction des règles et principes détaillés dans la note 3.1.

La valeur brute des encours clients des sociétés financières au 30 juin 2021 est composée à 69% d'encours classés en catégorie 1, 15% d'encours classés en catégorie 2 et 16% d'encours classés en catégorie 3. Au 31 décembre 2020, les catégories 1, 2 et 3 représentaient respectivement 66%, 14% et 20% de la valeur brute des encours clients des sociétés financières.



6.5.2 Refinancement des encours clients des sociétés financières

Le refinancement des encours clients des sociétés financières, de 4 813 millions d'euros au 30 juin 2021 (4 574 millions d'euros au 31 décembre 2020), est assuré par les sources de financement suivantes :

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	1 215	1 298
Dettes représentées par un titre (Neu CP et Neu MTN) ⁽²⁾	1 305	1 042
Emprunts bancaires ⁽³⁾	510	516
Comptes sur livrets clients	313	323
Titrisation ⁽⁴⁾	369	369
Autres dettes de refinancement auprès des établissements financiers	1 097	1 020
Autres	3	5
Total Refinancement des encours clients	4 813	4 574
Part à moins d'un an	3 182	3 067
Part à plus d'un an	1 630	1 506

- (1) Carrefour Banque a remboursé en avril 2021 l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en 2016 (coupon Euribor 3 mois + 68 bps) et a émis en juin 2021 un nouvel emprunt obligataire de 400 millions d'euros à taux fixe swappé à Euribor 3 mois (4 ans - échéance juin 2025, coupon Euribor 3 mois + 49 bps).
- (2) Les dettes représentées par un titre sont principalement composées des Neu CP et Neu MTN émis par Carrefour Banque.
- (3) Ce poste inclut principalement l'opération de refinancement à hauteur de 360 millions d'euros auprès de la banque centrale européenne échue le 24 mars 2021 et renouvelée à cette même date pour un montant équivalent sur une durée de 3 ans ainsi que les tirages de lignes de crédit réalisés.
- (4) Ce poste est relatif à l'opération de titrisation de crédit renouvelable « Master Credit Cards Pass » lancée par Carrefour Banque en novembre 2013, compartimentée et rechargeable, portant sur un encours initial titrisé de 560 millions d'euros et ayant permis de lever 400 millions d'euros. La série de titres en cours a été émise en octobre 2019 pour un montant de 370 millions d'euros à échéance juin 2022.

NOTE 7 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

7.1 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles du Groupe se composent principalement de *goodwill*, présentés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière.

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Goodwill	8 100	8 034
Autres immobilisations incorporelles	1 312	1 325
Total Immobilisations incorporelles	9 412	9 358

La valeur des *goodwill* constatés par le Groupe fait l'objet d'un suivi généralement au niveau des secteurs opérationnels constitués par les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités au travers de magasins intégrés.

La valeur nette comptable des *goodwill* se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
France	5 153	5 149
Espagne	1 028	952
Belgique	956	956
Brésil	334	311
Pologne	233	231
Italie	149	149
Taiwan	139	176
Roumanie	100	101
Argentine	8	9
Fonctions globales	1	1
Total	8 100	8 034



La hausse de 67 millions d'euros des *goodwill* sur le premier semestre 2021 reflète les éléments suivants :

- Le closing de l'acquisition de l'enseigne de magasins Supersol en Espagne (cf. note 3.3), incluant la comptabilisation d'un *goodwill* provisoire de 76 millions d'euros.
- Concernant l'acquisition de l'enseigne de magasins Wellcome à Taïwan (cf. note 2.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2020), la mise en œuvre préliminaire de l'exercice d'allocation des actifs et des passifs à la juste valeur tel que requis par la norme IFRS 3 – *Regroupement d'entreprises*, a conduit à réduire le *goodwill* provisoire de 119 millions d'euros dans les comptes de décembre 2020 à 72 millions d'euros dans les comptes de fin juin 2021. Pour mémoire, l'exercice d'allocation n'avait pas pu être mis en œuvre en décembre 2020 compte tenu du closing intervenu le dernier jour de l'année et d'une réglementation locale imposant un flot d'informations limité entre le groupe Carrefour et la société acquise Wellcome jusqu'à la date de clôture de l'opération. La réduction du *goodwill* provisoire sur le premier semestre 2021 reflète essentiellement la mise à la juste valeur d'un entrepôt (y compris murs et terrain) possédé par Wellcome.
- Un écart de conversion favorable de 23 millions d'euros suite à la légère appréciation du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2020.

Tests de perte de valeur au 30 juin 2021

Conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, les *goodwill* ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. A chaque arrêté intermédiaire, conformément à la norme, le Groupe identifie les potentiels indices de pertes de valeur et réalise des tests supplémentaires en cas d'identification de tels indices.

Les indicateurs retenus par le Groupe sont notamment :

- Un indice de perte de valeur interne : dégradation significative du ratio [Résultat opérationnel courant avant amortissements / ventes nettes hors essence] entre le budget et le dernier atterrissage.
- Des indices de perte de valeur externes : hausse significative du taux d'actualisation et/ou dégradation importante de la prévision de croissance du PIB établie par le FMI ou l'OCDE.

Focus sur l'Italie

Pour rappel, une dépréciation de (700) millions d'euros du *goodwill* avait été enregistrée dans les comptes en 2017 afin de refléter la diminution importante constatée sur la valeur d'utilité de nos activités italiennes. Dans ce contexte, une analyse élargie avait été menée afin d'évaluer la juste valeur des activités du Groupe en Italie, fondée sur une approche de valorisation multi-critères incluant notamment une valorisation sur la base de multiples observés pour des actifs comparables dans le secteur de la distribution en Europe, ainsi que la prise en compte de la valeur de marché des actifs immobiliers italiens, établie sur la base d'évaluations externes.

Dans le cadre des tests menés au 31 décembre 2020, une dépréciation partielle du *goodwill* italien à hauteur de (104) millions d'euros avait été comptabilisée. Cela reflétait un chiffre d'affaires, des résultats 2020 ainsi que la valeur des actifs immobiliers en réduction par rapport à fin 2019.

L'approche de valorisation multi-critères a été reconduite dans le cadre du test d'impairment du *goodwill* au 30 juin 2021 (tout comme au 31 décembre 2019 et 2020). Cette approche n'a pas conduit à une dépréciation complémentaire du *goodwill* italien.

Au final, au 30 juin 2021, les tests menés par le Groupe n'ont donné lieu à la constatation d'aucune perte de valeur de *goodwill*.



7.2 Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2021			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains	2 763	-	(77)	2 686
Constructions	10 656	(5 886)	(224)	4 547
Matériel, agencements et installations	15 150	(12 076)	(302)	2 771
Autres immobilisations	429	(323)	(3)	104
Immobilisations en cours	513	-	-	513
Total Immobilisations corporelles	29 512	(18 285)	(607)	10 620

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains	2 672	-	(77)	2 595
Constructions	10 394	(5 772)	(241)	4 381
Matériel, agencements et installations	14 741	(11 620)	(315)	2 806
Autres immobilisations	423	(307)	(3)	113
Immobilisations en cours	610	-	-	610
Total Immobilisations corporelles	28 840	(17 699)	(636)	10 505

La hausse de la valeur nette des immobilisations corporelles par rapport au 31 décembre 2020 reflète notamment l'écart de conversion favorable lié à la légère appréciation du réal brésilien en date de clôture.

7.3 Immeubles de placement

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Immeubles de placement (valeur brute)	503	448
Amortissements et dépréciations	(204)	(189)
Total Immeubles de placement	298	259

Les immeubles de placement détenus par le Groupe sont principalement constitués de galeries commerciales construites à proximité des magasins. La hausse de la valeur nette des immeubles de placement par rapport au 31 décembre 2020 correspond essentiellement au projet Pinheiros (soit 29 millions d'euros, cf. note 3.3).

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION

8.1 Droits d'utilisation de l'actif

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2021			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains & constructions	6 677	(2 319)	(2)	4 356
Equipements	139	(33)	-	106
Immeubles de placement	87	(27)	-	60
Total Droits d'utilisation de l'actif	6 903	(2 379)	(2)	4 522

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains & constructions	6 258	(1 934)	(2)	4 322
Equipements	139	(17)	-	122
Immeubles de placement	83	(20)	-	63
Total Droits d'utilisation de l'actif	6 479	(1 971)	(2)	4 506

**Variation des droits d'utilisation de l'actif**

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2021		
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Au 31 décembre 2020	6 479	(1 973)	4 506
Augmentations	416	-	416
Diminutions	(231)	79	(152)
Dotation aux amortissements	-	(470)	(470)
Ecart de conversion	61	(19)	42
Variations de périmètre et autres mouvements ⁽¹⁾	177	2	180
Au 30 juin 2021	6 903	(2 381)	4 522

(1) Les montants reportés dans cette ligne comprennent des variations de périmètre pour 187 millions d'euros (essentiellement relatifs aux acquisitions des magasins Supersol pour 119 millions d'euros et Wellcome pour 67 millions d'euros).

8.2 Engagements locatifs**Engagements locatifs par maturité**

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
A moins d'un an	977	936
Entre 1 et 2 ans	904	873
Entre 2 et 5 ans	1 716	1 816
Au-delà de 5 ans	1 140	1 098
Total Engagements locatifs	4 738	4 723

NOTE 9 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (187) millions d'euros au premier semestre 2021, soit un taux effectif d'impôt de 34% (contre (237) millions d'euros au premier semestre 2020 retraité correspondant à un taux effectif d'impôt de 79%).

Cette baisse du taux sur le premier semestre 2021 reflète :

- d'une part, la diminution de moitié du taux de CVAE en France à partir de 2021, et
- d'autre part, le taux d'imposition appliqué aux plus-values liées à la cession de Market Pay en France et à l'échange d'actifs de Pinheiros au Brésil (cf. note 3.3).

Cette baisse du taux sur le premier semestre 2021 a été partiellement minorée par la hausse du taux d'imposition applicable en Argentine à partir de cette année, soit 35% contre 30% auparavant.

Pour mémoire, le taux effectif d'impôt du premier semestre 2020 retraité s'expliquait principalement par l'absence de reconnaissance d'impôts différés actifs sur les différences temporelles ou déficits reportables résultant de la comptabilisation de charges non courantes significatives au cours de la période.

Par ailleurs, le caractère probable de la recouvrabilité des impôts différés actifs reconnus dans le bilan consolidé au 31 décembre 2020 a été confirmé au 30 juin 2021 en se basant notamment sur la comparaison de la performance pour les différents pays entre le budget et le dernier atterrissage.

**NOTE 10 : TITRES MIS EN EQUIVALENCE****10.1 Variation des titres mis en équivalence**

La variation de ce poste se présente comme suit :

(en millions d'euros)

Au 31 décembre 2020	1 172
Acquisitions et augmentations de capital	103
Cessions	-
Dividendes	(38)
Quote-part de résultat net	(10)
Écarts de conversion	1
Autres mouvements	4
Au 30 juin 2021	1 232

10.2 Informations sur les entreprises associées

Les deux principales valeurs des titres mis en équivalence au 30 juin 2021 concernent Carmila pour 737 millions d'euros (782 millions d'euros au 31 décembre 2020) et Provencia pour 135 millions d'euros (130 millions d'euros au 31 décembre 2020). Elles représentent 71% de la valeur totale des mises en équivalence à fin juin 2021.

Principales opérations du premier semestre 2021

Le 29 avril 2021, le Groupe a finalisé l'opération de cession de 60% de la société Market Pay (cf. note 3.3). La participation conservée par le Groupe dans Market Pay (40% environ) a été comptabilisée par mise en équivalence dans les comptes consolidés à partir du 29 avril 2021, pour un montant de 73 millions d'euros.

En mai 2021, Carrefour et Argan ont créé la société civile immobilière Cargan-LOG (cf. note 3.3). Cette entité, détenue à 60% par Argan et 40% par Carrefour (via l'apport de trois entrepôts), est comptabilisée par mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe depuis mai 2021, pour un montant de 30 millions d'euros.

Une reprise partielle de 4 millions d'euros de la provision existante sur les titres de Showroomprivé, en contrepartie du résultat non courant, a été effectuée afin d'aligner leur valeur sur le cours de bourse de la société au 30 juin 2021.

Suite à des opérations sur le capital de Carmila intervenues en juin 2021, la quote-part de détention du Groupe dans la société a légèrement diminué, passant de 35,40% à 35,37%. Le résultat de dilution associé, non significatif, a été comptabilisé en résultat non courant conformément aux principes comptables du Groupe.

Pour rappel, Carmila est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, la gouvernance établie avec les co-investisseurs conférant à Carrefour une influence notable sur Carmila (cf. note 9.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2020).

**NOTE 11 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS****11.1 Variations des provisions**

(en millions d'euros)	31/12/2020	Dotations	Reprises sans utilisation	Reprises avec utilisation	Actualisation	Ecart de conversion ⁽³⁾	Autres ⁽⁴⁾	30/06/2021
Engagements vis-à-vis du personnel	1 152	33	(39)	(28)	(63)	2	7	1 063
Litiges	788	131	(56)	(40)	-	34	0	856
<i>Litiges fiscaux</i>	524	12	(36)	(16)	-	29	(0)	512
<i>Litiges sociaux</i>	113	29	(9)	(18)	-	2	(1)	117
<i>Litiges légaux</i>	150	90	(11)	(7)	-	3	1	227
Réorganisations	245	262	(12)	(96)	-	0	-	399
Provisions liées aux activités de banque et d'assurance ⁽¹⁾	261	10	(2)	(6)	-	4	-	268
Autres ⁽²⁾	224	24	(15)	(18)	-	1	4	219
Total Provisions	2 670	460	(125)	(188)	(63)	41	11	2 806

- (1) Les provisions liées aux activités de banque et d'assurance comprennent notamment les provisions comptabilisées pour risque de crédit sur engagements de prêts (hors-bilan) en application de la norme IFRS 9, ainsi que les provisions visant à couvrir les risques techniques de l'activité d'assurance.
- (2) Les autres provisions sont notamment composées de provisions pour contrats onéreux. Elles comprennent également des provisions pour coûts de remise en état / démantèlement à échéance des baux immobiliers, enregistrées en contrepartie des droits d'utilisation de l'actif, conformément à la norme IFRS 16.
- (3) Les écarts de conversion correspondent quasi intégralement à la légère appréciation du réal brésilien sur la période.
- (4) Les autres flux ne sont pas significatifs sur la période ; ils correspondent principalement aux provisions enregistrées dans les bilans d'ouverture préliminaires relatifs aux acquisitions de Wellcome à Taïwan (cf. note 2.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2020) et de Supersol en Espagne (cf. note 3.3).

Le Groupe n'a connaissance d'aucun passif éventuel risquant d'affecter significativement et avec une probabilité sérieuse, les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité du Groupe.

Les principales évolutions, intervenues au cours du premier semestre 2021, concernant les passifs éventuels mentionnés dans la note 11.3 des comptes consolidés au 31 décembre 2020 sont détaillées ci-après.

Par décision du 28 avril 2021, l'Autorité de la concurrence belge a entériné les engagements souscrits par Carrefour Belgique et Provera dans le cadre de leur alliance à l'achat. L'Autorité a ainsi mis fin à l'instruction ouverte en mai 2019.

Par décision du 26 avril 2021, la Cour d'appel en matière d'infraction économique a annulé la mise en accusation prononcée le 1^{er} octobre 2019 à l'encontre de Carrefour Argentine (INC SA) pour complicité d'intermédiation financière non autorisée, les faits en cause étant intervenus entre 2012 et 2015 dans un contexte d'hyperinflation. La juridiction de 1^{ère} instance se trouve à nouveau saisie de l'affaire par renvoi.

Par accord transactionnel en date du 11 juin 2021 (« *Termo de ajustamento de Conduta* »), Carrefour Brésil s'est engagée, en conséquence du décès de M. Silveira Freitas à la suite des coups portés par les agents de sécurité - employés d'une société tierce - du magasin de Porto Alegre, à prendre diverses mesures visant à renforcer ses dispositifs de lutte contre le racisme, la discrimination et la violence. Cette transaction met un terme aux diverses investigations et demandes de réparation initiées par des autorités publiques et associations.

En août 2019, Atacadão SA a fait état de l'existence de deux procédures pénales ouvertes par le bureau du procureur de l'Etat de São Paulo (GEDEC) à l'encontre d'agents publics et d'employés de la société (depuis licenciés ou suspendus), relatives aux conditions de renouvellement des licences d'exploitation du Siège social et de deux magasins. Atacadão SA n'est pas impliquée dans ces procédures pénales mais la municipalité de São Paulo a ouvert deux procédures administratives à son encontre, le 27 juin 2020 et le 25 mai 2021.



11.2 Engagements vis-à-vis du personnel (avantages postérieurs à l'emploi)

L'obligation du Groupe au titre des avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies) est déterminée en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation.

Le taux d'actualisation retenu pour la France, la Belgique et l'Italie s'élève à 0,80% au 30 juin 2021 (0,40% au 31 décembre 2020). Ces taux sont fondés sur un indice qui regroupe la performance d'obligations *corporate* notées AA dont les maturités correspondent aux flux attendus des régimes.

(en millions d'euros)	France	Belgique	Italie	Autres pays	Total Groupe
Provision au 31 décembre 2020	771	243	106	33	1 152
Coûts des services	22	9	0	0	31
Impact des liquidations et modifications de régime ⁽¹⁾	(38)	-	(0)	-	(39)
Charges d'intérêts (effet de l'actualisation)	2	1	0	0	3
Produits d'intérêts sur les actifs de couverture	(0)	(0)	-	(0)	(0)
Autres éléments	(1)	-	-	-	(1)
Impact au compte de résultat	(16)	10	(0)	0	(6)
Prestations payées directement par l'employeur	(6)	(8)	(6)	-	(19)
Effet périmètre ⁽²⁾	0	-	-	7	7
Ecart actuariels	(39)	(19)	(4)	-	(63)
Autres	-	(4)	-	(3)	(7)
Provision au 30 juin 2021	710	222	96	36	1 063

(1) Cette ligne comprend notamment l'impact des réductions de régime (« curtailment ») reconnu suite à la réévaluation des engagements résultant des plans de réorganisation mis en œuvre en France (cf. note 3.2) et comptabilisée en produit non courant.

(2) Les montants reportés dans cette ligne comprennent des variations de périmètre pour 7 millions d'euros relatifs à Wellcome à Taïwan (cf. note 3.3).

Le coût des services rendus est enregistré en frais de personnel et les charges et produits d'intérêts sont enregistrés en résultat financier.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une hausse de 25 points de base du taux d'actualisation aurait eu une incidence de l'ordre de (31) millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie ;
- une hausse de 25 points de base du taux d'inflation des salaires aurait eu une incidence de l'ordre de 32 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie.

11.3 Plan d'attribution gratuite d'actions

Le 17 février 2021, le Conseil d'Administration a décidé de procéder, sur proposition du Comité des rémunérations et sur le fondement de la 25ème résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 juin 2019, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre. Ce plan porte sur un nombre maximal de 3 000 000 actions (soit 0,37% du capital social), dont l'acquisition est soumise à une condition de présence et à plusieurs conditions de performance.

L'acquisition définitive de ces actions ne pourra avoir lieu qu'au terme d'une période d'acquisition de 3 ans (à compter de la date du Conseil d'Administration ayant décidé la mise en place du plan). Le nombre d'actions définitivement acquises dépendra de la réalisation de quatre conditions de performance :

- Deux conditions liées à la performance économique (la progression du résultat opérationnel courant pour 25%, et la croissance du « Free Cash Flow Net » pour 25%) ;
- Une condition liée à un critère de performance externe (TSR) comparant la performance boursière de Carrefour par rapport à un panel de sociétés dans le secteur de la distribution (pour 25%) et ;
- Une condition liée à la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (pour 25%).



Les principales caractéristiques du plan 2021 d'attribution gratuite d'actions sont présentées dans le tableau ci-après.

	Plan 2021 Performance
Date d'Assemblée générale	14-juin-19
Date d'attribution ⁽¹⁾	17-févr-21
Date d'acquisition ⁽²⁾	17-févr-24
Nombre total d'actions attribuées à la date d'attribution	3 000 000
Nombre de bénéficiaires à la date d'attribution	691
Juste valeur d'une action (en €) ⁽³⁾	11,85

(1) Date de décision de l'attribution par le Conseil d'Administration.

(2) L'acquisition des actions attribuées est soumise à la fois à une condition de présence et à des conditions de performance.

(3) La juste valeur d'une action est déterminée par rapport à un cours de référence ajusté des dividendes attendus pendant la période d'acquisition des droits.

11.4 Réorganisations

Les provisions au titre des réorganisations, pour un montant de 245 millions d'euros au 31 décembre 2020, étaient essentiellement constituées des coûts liés aux plans de rationalisation des structures initiés dans le cadre du premier pilier du plan de transformation, principalement en France. Les coûts provisionnés correspondaient notamment aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts des préavis non effectués et aux coûts de formation et autres mesures d'accompagnement proposées aux personnes devant partir dans le cadre de ces plans.

Au cours du premier semestre 2021, ces provisions ont été partiellement reprises du fait de leur utilisation et des dotations supplémentaires ont été enregistrées au titre du plan de transformation des Sièges en France (cf. note 3.2).



NOTE 12 : AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL ET RESULTAT PAR ACTION

12.1 Autres éléments du résultat global

Part du Groupe <i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2021			1er semestre 2020 retraité		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	39	(9)	30	21	0	21
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	0	(1)	(2)	0	(1)
Variation des écarts de conversion	172	0	172	(591)	0	(591)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	209	(8)	201	(572)	1	(572)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	63	(14)	49	(0)	0	(0)
Variation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0	0	(0)	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	63	(14)	49	(0)	(0)	(0)
Total - Part du Groupe	272	(22)	250	(573)	1	(572)

Participations ne donnant pas le contrôle <i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2021			1er semestre 2020 retraité		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	2	(1)	1	0	(0)	0
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	0	(1)	(2)	0	(1)
Variation des écarts de conversion	79	0	79	(289)	0	(289)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	79	(1)	79	(290)	0	(290)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	1	0	1	(0)	(0)	(0)
Variation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	1	0	1	(0)	(0)	(0)
Total - Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	80	(0)	79	(291)	0	(290)



12.2 Résultat par action (part du Groupe)

Résultat net par action avant dilution	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité
Résultat net des activités poursuivies	275	(28)
Résultat net des activités abandonnées	23	3
Résultat net total	298	(25)
Nombre d'actions moyen pondéré ⁽¹⁾	803 785 482	801 347 527
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,34	(0,04)
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	0,03	0,00
Résultat net total par action (en euros)	0,37	(0,03)

(1) En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat par action au 30 juin 2021 a été ajusté pour prendre en compte l'effet du programme de rachat d'actions (cf. note 3.6).

Résultat net par action après dilution	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité
Résultat net des activités poursuivies	275	(28)
Résultat net des activités abandonnées	23	3
Résultat net total	298	(25)
Nombre d'actions moyen pondéré, avant dilution	803 785 482	801 347 527
Actions dilutives	3 165 431	-
<i>Plans d'actions gratuites</i>	3 165 431	-
Nombre d'actions retraité, après dilution éventuelle	806 950 913	801 347 527
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,34	(0,04)
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	0,03	0,00
Résultat net total par action (en euros)	0,37	(0,03)

Les actions gratuites attribuées dans le cadre des plans 2019 et 2020 ne sont pas considérées comme dilutives pour le premier semestre 2020, le résultat des activités poursuivies du premier semestre 2020 étant négatif.



NOTE 13 : ACTIFS, PASSIFS ET RESULTAT FINANCIERS

13.1 Instruments financiers par catégorie

Au 30/06/2021 <i>(en millions d'euros)</i>	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Juste valeur
		En juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Instruments dérivés - non documentés en couverture	Instruments dérivés - documentés en couverture	
Titres de participation	112	13	99	-	-	-	112
Autres immobilisations financières long terme	1 135	127	272	736	-	-	1 135
Autres actifs financiers non courants	1 247	140	371	736	-	-	1 247
Total encours clients des sociétés financières	5 549	-	-	5 549	-	-	5 549
Créances commerciales	2 698	-	-	2 698	-	-	2 698
Autres actifs financiers courants	400	-	61	201	34	103	400
Autres actifs courants ⁽¹⁾	732	-	-	732	-	-	732
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 294	1 294	-	-	-	-	1 294
ACTIFS	11 920	1 433	432	9 916	34	103	11 920
Total dettes financières	7 184	-	-	7 078	33	73	7 540
Total engagements locatifs	4 738	-	-	4 738	-	-	4 738
Total refinancement des encours clients	4 813	-	-	4 799	1	13	4 813
Fournisseurs et autres créditeurs	11 385	-	-	11 385	-	-	11 385
Autres passifs courants ⁽²⁾	2 292	-	-	2 292	-	-	2 292
PASSIFS	30 412	-	-	30 292	34	86	30 768

Au 31/12/2020 <i>(en millions d'euros)</i>	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Juste valeur
		En juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Instruments dérivés - non documentés en couverture	Instruments dérivés - documentés en couverture	
Titres de participation	105	12	94	-	-	-	105
Autres immobilisations financières long terme	1 106	252	150	704	-	-	1 106
Autres actifs financiers non courants	1 212	264	244	704	-	-	1 212
Total encours clients des sociétés financières	5 227	-	-	5 227	-	-	5 227
Créances commerciales	2 526	-	-	2 526	-	-	2 526
Autres actifs financiers courants	368	-	57	191	20	101	368
Autres actifs courants ⁽¹⁾	484	-	-	484	-	-	484
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 439	4 439	-	-	-	-	4 439
ACTIFS	14 256	4 703	300	9 132	20	101	14 256
Total dettes financières	7 389	-	-	7 324	32	32	7 807
Total engagements locatifs	4 723	-	-	4 723	-	-	4 723
Total refinancement des encours clients	4 574	-	-	4 558	1	15	4 574
Fournisseurs et autres créditeurs	12 560	-	-	12 560	-	-	12 560
Autres passifs courants ⁽²⁾	2 524	-	-	2 524	-	-	2 524
PASSIFS	31 769	-	-	31 689	33	47	32 188

(1) Hors charges constatées d'avance.

(2) Hors produits constatés d'avance.



Ventilation des actifs et passifs évalués à la juste valeur

Ventilation selon la hiérarchie des justes valeurs prévue par la norme IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur* (cf. note 1.5) :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2021			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres de participation	-	13	99	112
Autres immobilisations financières long terme	399	-	-	399
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI	61	-	-	61
Autres actifs financiers courants - dérivés	-	137	-	137
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 294	-	-	1 294
Refinancement des encours clients - Dérivés passifs	-	(14)	-	(14)
Dettes financières - Dérivés passifs	-	(106)	(0)	(106)

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2020			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres de participation	-	12	94	105
Autres immobilisations financières long terme	402	-	-	402
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI	57	-	-	57
Autres actifs financiers courants - dérivés	-	122	-	122
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 439	-	-	4 439
Refinancement des encours clients - Dérivés passifs	-	(15)	-	(15)
Dettes financières - Dérivés passifs	-	(64)	(0)	(64)

13.2 Dette financière nette

13.2.1 Composition de la dette nette

La dette nette du Groupe s'établit à (5 525) millions d'euros à fin juin 2021, et s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires	6 011	6 822
Autres emprunts et dettes financières	442	503
Billets de Trésorerie	625	-
Total des dettes financières hors dérivés passifs	7 078	7 324
Dérivés passifs	106	64
TOTAL DES DETTES	7 184	7 389
<i>dont dettes à plus d'un an</i>	6 146	6 305
<i>dont dettes à moins d'un an</i>	1 038	1 084
Autres actifs financiers courants ⁽¹⁾	365	334
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 294	4 439
TOTAL DES PLACEMENTS	1 659	4 773
DETTE NETTE	5 525	2 616

(2) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an (cf. note 13.2.5).

La variation de la dette nette entre le 31 décembre et le 30 juin s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.



13.2.2 Détail des emprunts obligataires

(en millions d'euros)	Échéance	Variation du nominal			30/06/2021	Valeur comptable de la dette
		31/12/2020	Emissions	Remboursements		Effet de change
Emissions Publiques réalisées par Carrefour SA		6 686	-	(871)	27	5 841
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 11 ans, 3,875%	2021	871	-	(871)	-	-
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 1,75%	2022	1 000	-	-	-	1 000
Emprunt Obligataire convertible non dilutif 500 millions USD, 6 ans, 0%	2023	407	-	-	13	421
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 0,750%	2024	750	-	-	-	750
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 10 ans, 1,25%	2025	750	-	-	-	750
Emprunt Obligataire convertible non dilutif 500 millions USD, 6 ans, 0%	2024	407	-	-	13	421
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 5 ans, 0,88%	2023	500	-	-	-	500
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 7,5 ans, 1,75%	2026	500	-	-	-	500
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 8 ans, 1,00%	2027	500	-	-	-	500
Emprunt Obligataire EUR MTN, EUR, 7,5 ans, 2,625%	2027	1 000	-	-	-	1 000
Emissions réalisées par Atacadão SA		235	-	-	18	253
Debenture 500 millions BRL, 5 ans, 105,75% CDI	2023	78	-	-	6	84
Debenture 450 millions BRL, 3 ans, 100% CDI	2022	71	-	-	5	76
Debenture 350 millions BRL, 5 ans, 100% CDI	2024	55	-	-	4	59
Debenture 200 millions BRL, 7 ans, 100% CDI	2026	31	-	-	2	34
Détail des emprunts obligataires		6 921	-	(871)	44	6 095

Le 25 avril 2021, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire, d'un montant de 871 millions d'euros, d'une maturité de 11 ans et d'un coupon de 3,875%.

Le Groupe bénéficie d'un bilan et d'une liquidité solides à fin juin 2021. La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit à 3,6 ans à fin juin 2021 à comparer à 3,6 ans à fin décembre 2020 et à 4,1 ans à fin juin 2020.

13.2.3 Détail des autres emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Emprunts Amérique Latine	300	302
Autres emprunts bancaires souscrits	52	90
Intérêts courus non échus ⁽¹⁾	38	55
Autres passifs financiers	52	55
Total Autres emprunts et dettes financières	442	503

(1) Les intérêts courus portent sur la totalité de la dette financière, y compris les emprunts obligataires.

Les « emprunts Amérique Latine » incluent notamment les financements en USD et Euros, swappés en BRL mis en place par la filiale brésilienne Atacadão en avril 2020, pour un montant de 1 500 millions de réals (environ 253 millions d'euros au cours de clôture du 30 juin 2021).

Les financements Euros et USD réalisés à l'origine à taux fixe, ont été convertis en BRL et indexés sur le CDI à l'émission, à travers des *Cross-Currency swaps* sur la durée de vie des emprunts. Ces instruments sont documentés et enregistrés en comptabilité de couverture (*Fair Value Hedge*).



13.2.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Trésorerie	855	1 482
Équivalents de trésorerie	439	2 957
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 294	4 439

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent imposer aux filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

Au 30 juin 2021, tout comme au 31 décembre 2020, il n'y a pas de liquidités soumises à restriction.

13.2.5 Autres actifs financiers courants

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Dérivés	137	122
Créance financière ⁽¹⁾	136	113
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI	61	57
Créances de sous-location financière - part à moins d'un an	34	34
Dépôts à plus de 3 mois	22	33
Autres	8	9
Total Autres actifs financiers courants	400	368

(1) Ce montant correspond à la créance financière relative aux 20% dans Carrefour Chine. La hausse de 23 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020 a été enregistrée en contrepartie du résultat des activités abandonnées.

13.3 Analyse des dettes financières (hors dérivés passifs)

13.3.1 Détail par nature de taux

(en millions d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés
Dettes à taux fixe	6 158	5 895	7 047	6 785
Dettes à taux variable	920	1 183	278	539
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	7 078	7 078	7 324	7 324

13.3.2 Détail par devise

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Euro	6 520	6 784
Réal Brésilien	556	539
Peso Argentin	0	0
Zloty Polonais	1	-
Lei Roumain	1	1
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	7 078	7 324

Les éléments ci-dessus sont présentés après prise en compte des couvertures.

Au 30 juin 2021, la dette en euros représente 92% du total des dettes financières brutes hors dérivés passifs (93% au 31 décembre 2020).

**13.3.3 Détail par échéance**

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
A moins d'un an	932	1 019
Entre 1 et 2 ans	2 150	1 216
Entre 2 et 5 ans	2 495	3 047
Au-delà de 5 ans	1 502	2 042
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	7 078	7 324

13.4 Variation des passifs issus des activités de financement

(en millions d'euros)	Autres actifs financiers courants ⁽¹⁾	Dettes financières brutes	Total Passifs nets issus des activités de financement
Au 31 décembre 2020	(334)	7 389	7 055
Changements issus des flux de trésorerie des opérations de financement	(3)	(304)	(307)
Variation des actifs financiers courants	(3)	-	(3)
Remboursement d'emprunts obligataires	-	(871)	(871)
Intérêts financiers nets versés	-	(82)	(82)
Emission de billets de trésorerie ⁽²⁾	-	625	625
Autres variations de l'endettement	-	24	24
Changements sans contrepartie de trésorerie	(28)	99	71
Ecart de conversion	(5)	44	39
Effet des variations de périmètre	(0)	10	10
Variations des justes valeurs	(5)	(3)	(8)
Coût de l'endettement financier net	-	80	80
Autres mouvements	(18)	(32)	(50)
Au 30 juin 2021	(365)	7 184	6 819

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an.

(2) Au cours du premier semestre 2021, le Groupe a réalisé des émissions de billets de trésorerie à court terme afin de sécuriser sa liquidité.

13.5 Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Dépôts et cautionnements ⁽¹⁾	571	518
Portefeuille d'actifs des sociétés financières	400	403
Créances de sous-location financière - part à plus d'un an ⁽²⁾	92	108
Titres de participation	112	105
Autres	73	77
Total Autres actifs financiers non courants	1 247	1 212

(1) Les dépôts et cautionnements comprennent notamment les dépôts judiciaires versés au Brésil dans le cadre des litiges fiscaux (litiges principalement relatifs aux redressements fiscaux contestés par le Groupe), dans l'attente des décisions définitives des tribunaux, ainsi que les dépôts de garantie versés aux bailleurs dans le cadre des contrats de location immobilière.

(2) Des créances de sous-location financière ont été enregistrées suite à l'application de la norme IFRS 16 à partir du 1er janvier 2019.



13.6 Résultat financier

Le résultat financier se compose en premier lieu du coût de l'endettement financier.

Depuis 2019, en application de la norme IFRS 16, il comprend également les charges d'intérêt relatives aux contrats de location ainsi que les produits d'intérêt relatifs aux contrats de sous-location financière.

Les autres produits et charges financiers correspondent pour l'essentiel à des charges relatives à la constatation d'intérêts de retard sur certains passifs, aux taxes sur les transactions financières et aux impacts de l'hyperinflation en Argentine.

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2021	1er semestre 2020 retraité
Produits sur prêts et trésorerie	(5)	4
Produits d'intérêts sur les dépôts bancaires	(5)	4
Produits financiers sur placements	0	(0)
Coût de l'endettement financier brut	(74)	(95)
Charges d'intérêt sur les passifs financiers évalués au coût amorti après prise en compte des produits et charges sur instruments de taux	(72)	(84)
Coût des cessions de créances au Brésil	(3)	(11)
Coût de l'endettement financier net	(80)	(91)
Charges d'intérêt relatives à des contrats de location	(52)	(60)
Produits d'intérêt relatifs à des contrats de sous-location financière	0	1
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(52)	(59)
Charges d'intérêt de la période sur le passif au titre des prestations définies	(3)	(5)
Produits d'intérêt des actifs de couverture des engagements de retraite	0	1
Taxe sur les transactions financières	(10)	(10)
Intérêts de retard sur contentieux fiscaux et sociaux	(15)	(13)
Dividendes perçus au titre d'actifs disponibles à la vente	1	2
Produits de cession des actifs disponibles à la vente sortis des autres éléments du résultat global	2	9
Charges de cession des actifs disponibles à la vente sortis des autres éléments du résultat global	2	(5)
Gain/perte net de change	6	(15)
Impact de l'hyperinflation en Argentine - application de la norme IAS 29 ⁽¹⁾	28	12
Impact des rachats obligataires	(6)	(5)
Variation de juste valeur des dérivés de taux	(8)	1
Autres	1	(5)
Autres produits et charges financiers	(1)	(34)
Résultat financier	(132)	(185)
Charges financières	(257)	(344)
Produits financiers	124	159

(1) Les résultats financiers des premiers semestres 2021 et 2020 incluent l'impact de l'hyperinflation en Argentine, conformément aux dispositions de la norme IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes (cf. note 1.5).



NOTE 14 : AUTRES INFORMATIONS

14.1 Périmètre de consolidation

14.1.1 Principaux mouvements du premier semestre 2021

L'acquisition de Supersol en Espagne, la mise en équivalence de Cargan-LOG en France et la cession de 60% de Market Pay en France sont détaillées en note 3.3.

En dehors de ces opérations, le périmètre de consolidation du Groupe Carrefour n'a pas connu de variation significative au cours du premier semestre 2021.

14.1.2 Principaux mouvements du premier semestre 2020

Au cours du premier semestre 2020, les principales variations de périmètre concernaient les acquisitions de Potager City et Dejbox, ainsi que la cession de Rue du Commerce en France.

14.2 Parties liées

Les transactions du Groupe avec des parties liées concernent essentiellement :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres du Comité Exécutif Groupe et du Conseil d'Administration ;
- les opérations avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

Au cours du premier semestre 2021, il n'y a pas eu de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2020.

14.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus par le Groupe et non comptabilisés au bilan correspondent à des obligations contractuelles non encore réalisées et subordonnées à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures à l'exercice en cours. Ces engagements sont de quatre ordres : ceux liés à la trésorerie, ceux liés à l'exploitation des points de vente, ceux liés aux acquisitions de titres et ceux liés aux locations.

14.4 Événements post-clôture

Finalisation du programme de rachat d'actions de 500 millions d'euros et réduction du capital de Carrefour SA par voie d'annulation des actions auto-détenues ainsi rachetées

Le 28 juillet 2021, le Conseil d'Administration, sur la base de l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires du 21 mai 2021, a décidé de réduire le capital social de Carrefour SA par voie d'annulation de 29 475 225 actions auto-détenues, représentant environ 3,6% du capital social.

Ces actions ont été rachetées entre le 7 mai 2021 et le 9 juillet 2021, dans le cadre du programme de rachat d'actions de 500 millions d'euros décidé par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 20 avril 2021 (cf. note 3.6).

A l'issue de cette annulation d'actions, le nombre d'actions composant le capital de Carrefour SA s'élèvera à 788 148 615 actions et le nombre d'actions auto-détenues, en conséquence, à 9 457 539 actions, représentant environ 1,2% du capital social.

Programme complémentaire de rachat d'actions de 200 millions d'euros

Le 28 juillet 2021, le Conseil d'Administration, sur la base de l'autorisation octroyée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 mai 2021, a approuvé des opérations complémentaires de rachat d'actions Carrefour, en vue de leur annulation future et portant sur un montant maximal de 200 millions d'euros.

CARREFOUR

Société anonyme

93 avenue de Paris

91300 Massy

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021

Aux actionnaires de la société CARREFOUR,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société, relatifs à la période du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La-Défense et Courbevoie, le 28 juillet 2021

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

STEPHANE RIMBEUF

BERTRAND BOISSELIER

MAZARS

EMILIE LOREAL

JEROME DE PASTORS



Attestation des personnes responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Carrefour et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 28 juillet 2021

M. Alexandre Bompard
Président-Directeur Général

M. Matthieu Malige
Directeur Exécutif Finances et Gestion